

Ausgewählte Beiträge zur Schweizer Politik

Suchabfrage	24.04.2024
Thema	Wahlen
Schlagworte	Politische Vertretung von Frauen, Kommunale Ersatzwahlen
Akteure	Keine Einschränkung
Prozesstypen	Keine Einschränkung
Datum	01.01.1990 - 01.01.2020

Impressum

Herausgeber

Année Politique Suisse
Institut für Politikwissenschaft
Universität Bern
Fabrikstrasse 8
CH-3012 Bern
www.anneepolitique.swiss

Beiträge von

Bernath, Magdalena
Brändli, Daniel
Buchwalder, Mathias
Bühlmann, Marc
Gerber, Marlène
Heer, Elia
Hohl, Sabine
Müller, Eva
Porcellana, Diane
Rinderknecht, Matthias
Schoenholtz, Stephan

Bevorzugte Zitierweise

Bernath, Magdalena; Brändli, Daniel; Buchwalder, Mathias; Bühlmann, Marc; Gerber, Marlène; Heer, Elia; Hohl, Sabine; Müller, Eva; Porcellana, Diane; Rinderknecht, Matthias; Schoenholtz, Stephan 2024. *Ausgewählte Beiträge zur Schweizer Politik: Wahlen, Politische Vertretung von Frauen, Kommunale Ersatzwahlen, 1990 – 2019*. Bern: Année Politique Suisse, Institut für Politikwissenschaft, Universität Bern. www.anneepolitique.swiss, abgerufen am 24.04.2024.

Inhaltsverzeichnis

Allgemeine Chronik	1
Grundlagen der Staatsordnung	1
Wahlen	1
Wahlen in kantonale Parlamente	3
Wahlen in kantonale Regierungen	15
Kantonale Ersatzwahlen	17
Kommunale Wahlen	18
Kommunale Ersatzwahlen	21
Eidgenössische Wahlen	27
Ständeratsersatzwahlen	29

Abkürzungsverzeichnis

AHV	Alters- und Hinterlassenenversicherung
UREK-SR	Kommission für Umwelt, Raumplanung und Energie des Ständerates
VCS	Verkehrs-Club der Schweiz
SBV	Schweizerischer Bauernverband

AVS	Assurance-vieillesse et survivants
CEATE-CE	Commission de l'environnement, de l'aménagement du territoire et de l'énergie du Conseil des États
ATE	Association transports et environnement (ci-devant AST)
USP	Union Suisse des Paysans

Allgemeine Chronik

Grundlagen der Staatsordnung

Wahlen

Wahlen

WAHLEN
DATUM: 01.01.2016
DIANE PORCELLANA

En 2016, plusieurs cantons (**UR, SZ, FR, BS, SH, SG, AG, TG**) ont renouvelé leurs **autorités cantonales**. La composition partisane des exécutifs est restée inchangée dans les cantons de Schwytz, Fribourg, Bâle-Ville, Schaffhouse, Saint-Gall et Thurgovie. Excepté Bâle-Ville, elle reflète des majorités bourgeoises ou de centre-droite. En Argovie, les Verts ont perdu un siège au profit de l'UDC, renforçant ainsi la majorité de centre-droit. Dans le canton d'Uri, l'UDC a été congédiée après six ans au Conseil d'Etat. A présent, le PLR possède autant de sièges que le PDC. Le canton d'Obwald a connu deux élections complémentaires au cours de l'année. Le PDC a pu maintenir son siège, tout comme dans le canton de Zoug. Le siège PLR a été obtenu par un citoyen sans couleur politique. Egalement à Nidwald, le PLR n'a pas réussi à garder son siège. L'accès de l'UDC au gouvernement bernois a permis de renverser la majorité rouge-verte en place depuis 2006.

Figurent parmi les perdants, le PS, le PLR et les Verts avec la perte de chacun un siège. Ils ont été récupérés par l'UDC, le PDC et un Indépendant. Le PDC reste le parti avec le plus de représentantes et représentants dans les exécutifs cantonaux, avec 40 fauteuils. Il est suivi par le PLR (39 sièges) et le PS (28 sièges).

S'agissant des parlements cantonaux, le parlement de Schwytz expérimentait pour la première fois la répartition des sièges selon le système du double Pukelsheim. Le PLR a progressé avec un gain de 4 sièges dans les cantons de Fribourg et de Saint-Gall, 3 fauteuils à Uri et à Schwytz, et 2 sièges en Thurgovie. L'UDC a également renforcé sa présence grâce à l'obtention de 5 sièges à Saint-Gall et de 3 sièges en Thurgovie. Le PS suit la tendance, avec 5 sièges en Argovie et 3 sièges en Thurgovie. Les Vert'libéraux font une entrée remarquable dans les législatifs de Bâle-Ville et de Schaffhouse avec l'obtention de 4 sièges, tout comme à Schwytz avec 3 sièges. Lors des élections 2016, le PDC s'est affaibli dans tous les législatifs cantonaux. Le PBD n'est plus représenté dans les parlements fribourgeois et st-gallois, le PEV a perdu ses 2 représentants à Saint-Gall.

L'UDC reste en tête, avec ses 590 sièges dans les législatifs cantonaux. Le PLR (544 sièges) arrive derrière l'UDC et est suivi par le PS (459 sièges) et le PDC (435 fauteuils).

Du côté des villes, les citoyennes et citoyens de Bienne, Lucerne, Lugano, Lausanne, Berne et Saint-Gall ont été invités à s'exprimer. Lucerne, Lausanne et Lugano n'ont pas connu de changement concernant la composition de leur exécutif. L'UDC a fait son entrée dans l'exécutif de la ville de Bienne. Le PLR n'est plus présent à Berne. A Saint-Gall, le PLR et le PDC ont chacun perdu un siège. Concernant les législatifs, le PDC, le PST, solidaritéS et les Vert'libéraux siègent maintenant à Lausanne. Les socialistes ont progressé à Lausanne, Lucerne, Berne et Saint-Gall. L'UDC a gagné des sièges à Berne, Bienne et Lugano. Cette année, ce sont le PLR et les Verts qui ont perdu des plumes.

L'année 2016 marquait le 25e anniversaire de la participation des femmes à la Landsgemeinde d'Appenzell Rhodes-Intérieures. L'exécutif du canton de Bâle-Ville compte une femme supplémentaire dans ses rangs. Les villes de Saint-Gall et de Lugano accueillent une femme pour siéger dans l'exécutif, une seconde femme fait son entrée à Lausanne et à Lucerne. Aussi bien dans les principales villes que dans les cantons, la part des femmes lors des dernières élections a augmenté, dans les législatifs, par rapport aux avant-dernières élections. A la fin de l'année 2016, elles représentaient 26.4% dans les parlements cantonaux et 39.6% au niveau communal.¹

WAHLEN
DATUM: 01.01.2017
DIANE PORCELLANA

Les cantons du Valais, de Neuchâtel, de Vaud et de Soleure ont renouvelé leurs autorités durant l'année 2017. Les Conseils d'Etat de Neuchâtel et de Vaud n'ont pas connu de changement en terme de composition partisane. Alors que l'UDC a perdu un siège à l'exécutif valaisan et le PLR a l'exécutif soleurois, les deux partis les ont conservés lors des élections complémentaires organisées à Schaffhouse et en Appenzell Rhodes-Extérieures. Lors de la Landsgemeinde d'Appenzell Rhodes-Intérieures, le siège PDC a pu être maintenu. Les villes de St-Gall et de Winterthour ont également appelé leurs citoyennes et citoyens en cours de législature. Une deuxième

femme a rejoint l'exécutif de la ville de St-Gall, l'exécutif a pris un virage à gauche et le PDC n'y est plus représenté pour la première fois depuis cent ans. Dans la seconde ville, les Verts ont assuré leur unique siège.

Quant aux législatifs, le PLR a renforcé sa présence dans les cantons de Vaud (+11 sièges) et de Neuchâtel (+8). Il devient le parti le plus fort (49 sièges) au Grand conseil vaudois, détrônant ainsi le PS (37 sièges). Toutefois, la droite ne parvient pas à former une majorité au parlement cantonal. Le PDC a perdu des sièges en Valais (-6 fauteuils), dans les cantons de Soleure (-4) et de Vaud (-4). Les Vert'libéraux suivent la voie, avec la perte d'un siège à Soleure et à Neuchâtel. Dans les cantons romands, les Verts assoient leur présence. Alors que le PS s'est affaibli dans le canton de Vaud, il s'est renforcé à Soleure. L'UDC enregistre une grande défaite à Neuchâtel, avec la perte de 11 sièges.

La part des femmes dans les législatifs cantonaux et communaux a légèrement augmenté par rapport aux élections précédentes, avec 27.2% au niveau cantonal et 39.6% à l'échelon communal. C'est le canton de Neuchâtel, qui a vu croître largement sa part de femmes au législatif cantonal avec 13 femmes supplémentaires en 2017. Deux nouvelles femmes siègent à présent dans les exécutifs de Vaud et de Soleure. Le présence d'une femme a pu être assurée lors de l'élection complémentaire du gouvernement schaffhousois. Sur l'ensemble des cantons, le PS possède le plus de représentantes dans les exécutifs, avec 13 femmes.

Durant l'année, la population neuchâteloise a accepté le projet de circonscription unique pour l'élection du Grand conseil en 2021. Des fraudes électorales auraient eu lieu en Valais, une enquête pénale a été ouverte afin de confirmer les soupçons. La société civile s'est particulièrement impliquée lors de l'élection du gouvernement valaisan, notamment avec le mouvement «Coupons-lui la voie» à l'encontre du ministre sortant Oskar Freysinger (udc).²

WAHLEN
DATUM: 01.01.2018
DIANE PORCELLANA

Durant l'année **2018, les autorités des cantons de Berne, de Nidwald, d'Obwald, de Zoug, de Glaris, des Grisons et de Genève ont été renouvelées.** Le PLR a sauvé ses sièges laissés vacants dans les exécutifs de Berne, de Nidwald, de Zoug et de Genève. Le PS a réussi à maintenir les siens à Berne et aux Grisons; tout comme le PBD à Glaris, le PCS à Obwald, les Verts à Berne et l'UDC à Nidwald.

Alors que le PDC avait assuré son siège lors de l'élection complémentaire de 2016 à Obwald, il l'a finalement perdu au profit de l'UDC. En Appenzell Rhodes-Intérieures, Thomas Rechsteiner (pdc), en retrait, a lui aussi été remplacé par un UDC, Ruedi Eberle. Le Parti du centre a récupéré un des deux fauteuils du PBD aux Grisons et celui de l'Alternative verte à Zoug. Le conseiller d'Etat sortant genevois Luc Barthassat (pdc) n'a pas été réélu, tout comme les conseillers municipaux des villes de Zürich et Winterthour, respectivement Josef Lisibach (udc) et Claudia Nielsen (ps). Enfin, lors de l'élection complémentaire organisée dans le canton de Fribourg, le siège Vert a été cédé au PLR.

S'agissant des législatifs cantonaux, le PS a gagné au total 13 sièges (BE: +5; OW: +2; GL: +1; ZG: +2; GR: +3), mais en a perdu 3 à Genève. A l'inverse, le PDC a remporté un douzième mandat à Genève et a vu son nombre de représentants diminuer dans plusieurs cantons (OW: -3; NW: -1; ZG: -1; GR: -1). Le PLR a renforcé sa présence dans les cantons de Berne (+3 sièges), des Grisons (+3), de Genève (+4) et de Nidwald (+2). Dans les autres cantons, il en a perdu 4 (OW: -2; GL: -1; ZG: -1). Les Verts ont surtout progressé à Genève avec un gain de 5 mandats. Ils ont décroché un dixième siège au parlement zougais et ont cédé 2 des leurs à Berne. Les Vert'libéraux ont obtenu 2 sièges supplémentaires à Glaris et 1 aux Grisons. Sauf à Obwald (+2) et aux Grisons (-), l'UDC n'a enregistré que des pertes (BE: -3; GE: -3; NW: -2; GL: -2; ZG: -1). Il a cédé 3 fauteuils à Winterthour et le double dans la ville de Zürich. Le PBD figure également parmi les perdants avec 7 députés en moins (GR: -5; GL: -1; BE: -1), tout comme le MCG (GE: -8) et le PEV (BE: -2).

Il n'y a eu que dans le législatif du canton d'Obwald et de la ville de Zürich, où le nombre de femmes s'est amoindri par rapport aux élections précédentes (OW: de 16 à 14 sièges; Zürich: de 42 à 40). La présence féminine au gouvernement zougais est assurée avec l'élection de Silvia Thalmann-Gut (pdc). Berne et Genève comptent désormais une ministre supplémentaire. Le gouvernement grisonnais est devenu exclusivement masculin suite au départ de Barbara Janom Steiner (pbd), et Anne-Claude Demierre (FR, ps) n'a plus de collègue féminine suite à la démission de Marie Garnier (FR, verts). L'exécutif de Winterthour possède une femme de plus dans ses rangs, avec l'élection

de la socialiste Christa Meier.

En parallèle des élections cantonales et communales, le Conseil national n'a pas donné suite à une initiative parlementaire prônant une représentation équilibrée des sexes au Parlement. Il a également, lors du vote final, rejeté le projet pour la souveraineté des cantons en matière de procédure électorale. Enfin, l'auteur de la fraude électorale, lors des élections cantonales valaisannes 2017, a été condamné à 12 mois de prison avec sursis.³

Wahlen in kantonale Parlamente

WAHLEN
DATUM: 01.01.1990
MATTHIAS RINDERKNECHT

Die **Gesamterneuerungswahlen in sieben Kantonalparlamente** (BE, GL, JU, NW, OW, VD, ZG) bestätigten gewisse Tendenzen, welche sich in den vorherigen Kantonalwahlen angekündigt hatten. Die FDP erlitt weitere Verluste und büsste insgesamt elf Sitze ein. Auch die CVP musste Federn lassen und verlor weitere neun Mandate. Im Gegensatz dazu konnten die Sozialdemokraten einen kräftigen Mandatszuwachs verzeichnen, nachdem sich schon im Vorjahr gesamthaft eine aufsteigende Tendenz, insbesondere in der Westschweiz, abgezeichnet hatte.

Die Auto-Partei (AP) wurde in ihrer rasanten Fahrt auf Erfolgskurs gebremst: Einzig in Bern konnte sie mit einem Mandat Einzug in ein Kantonalparlament halten. Auf kommunaler Ebene konnte sie immerhin in Winterthur drei Sitze erobern, in Zürich hingegen ging sie leer aus. Die Grüne Partei sowie grün-alternative Bewegungen konnten weiterhin Sitze zulegen, so in der Waadt, in Nidwalden und in den Städten Winterthur und Zürich. Die rechtsnationalistische Nationale Aktion (NA), welche sich in Schweizer Demokraten (SD) umbenannt hat, erlitt grosse Verluste und ist nach dem Ausscheiden in der Waadt nur noch in fünf Kantonen im Parlament vertreten. Der Anteil der Frauen in den kantonalen und kommunalen Parlamenten stieg weiter an; von den 735 im Berichtsjahr in sieben Kantonen (ohne AR) gewählten Parlamentsmitgliedern waren 105 weiblich (14,4%). Genf liegt weiterhin mit 32% an der Spitze, den Schluss bildet Schwyz mit 4%; in den Stadtparlamenten hat inzwischen die Zürcher Frauenvertretung mit einem Anteil von 32% diejenige von Lausanne (29%) überholt.

WAHLEN
DATUM: 04.03.1990
MATTHIAS RINDERKNECHT

Die Erneuerungswahlen des Grossen Rates im Kanton Waadt haben keine Überraschungen gezeitigt. Hauptsächlich ging es um die Frage, **wer die sechs Sitze der Nationalen Aktion, welche nicht mehr kandidierte, erben würde**. Am meisten konnten die Grünen mit fünf Sitzgewinnen profitieren, womit sie auf 12 Mandate kamen. Der SP gelang zwar eine Verbesserung des Wähleranteils, aber kein Mandatsgewinn; hingegen konnte die PdA trotz weiterem Wählerschwund einen Sitz hinzugewinnen. Die "Alternative socialiste verte" präsentierte im Gegensatz zu den Lausanner Stadtwahlen im Jahre 1989 keine eigene Liste und verlor ihren einzigen Sitz. Im bürgerlichen Lager ergaben sich bloss geringe Sitzverschiebungen: Einerseits gewannen die FDP ein und die SVP zwei Mandate, andererseits verloren die Liberale Partei drei und die CVP einen Sitz. Die schwache Stimmbeteiligung von 29,8% widerspiegelte das allgemeine Desinteresse. Der Frauenanteil erhöhte sich auf 15,5%.⁴

WAHLEN
DATUM: 01.04.1990
MATTHIAS RINDERKNECHT

In Nidwalden ging das **"Demokratische Nidwalden" (DN) als klarer Sieger** aus den Landratswahlen hervor. Auf Kosten von drei freisinnigen und zwei christlichdemokratischen Sitzen erhöhte die vor acht Jahren gegründete grüne Gruppierung ihre Mandatzahl um fünf auf acht. Das DN, welches weder der Grünen Partei noch dem Grünen Bündnis angehört, kämpfte insbesondere gegen die Pläne der NAGRA für ein Endlager radioaktiver Abfälle am Wellenberg. Die CVP als dominierende Partei verfügt im neuen Parlament noch über genau die Hälfte der Sitze. Der Frauenanteil stieg von drei auf sieben Sitze (11,7%).⁵

WAHLEN
DATUM: 01.04.1990
MATTHIAS RINDERKNECHT

Der **Obwaldner Landrat** wurde bei den diesjährigen Wahlen um drei Sitze auf 55 aufgestockt. Die **CVP behielt** mit zwei Sitzgewinnen (neu 35) die **absolute Mehrheit** im Rat; sieben ihrer Abgeordneten gehören dem christlich-sozialen Flügel an. Die Freisinnigen konnten die zwei im Jahre 1986 verlorenen Sitze wieder gutmachen und kamen auf 14 Mandate. Auch die freien Wählergruppen bauten ihre Vertretung um einen Sitz auf sechs aus, wobei sich der parteiunabhängige Vertreter aus Engelberg nicht der neugebildeten Freien Fraktion Obwalden (FFO) anschloss. Die Auto-Partei,

erstmalig und einzig im Bezirk Kerns vertreten, erntete mit 0,2% Wählerstimmen ein unerwartet schlechtes Ergebnis. Im neuen Parlament sitzen nun sechs Frauen (10,9%), zwei mehr als 1986 und eine mehr als am Ende der Legislaturperiode.⁶

WAHLEN
DATUM: 29.04.1990
MATTHIAS RINDERKNECHT

Die Wahlen in den 200 Sitze zählenden **Grossen Rat** des Kantons Bern ergaben einen **Linksrutsch**, wobei die beiden bürgerlichen Regierungsparteien SVP und FDP mit 106 Sitzen die absolute Mehrheit halten konnten. Klare Siegerin war die SP, welche dank einem um knapp 2 Prozentpunkte gestiegenen Wähleranteil sowie Listenverbindungen mit der Freien Liste (FL) und mit linken Kleinparteien 8 Sitze gewinnen konnte; damit erreichte die SP in Bezug auf die Sitzzahl das beste Wahlresultat seit 1974. Zehn der 21 neugewählten SP-Parlamentsmitglieder sind Frauen. Die gesamtschweizerisch zur GP gehörende Freie Liste konnte ihren Wähleranteil bei einer Verdoppelung ihrer Präsenz in den Wahlkreisen von 5,9 auf 8,6% erhöhen; wegen zwei Mandatseinbussen in der Stadt Bern gelang es ihr aber nicht, ihre Fraktionsstärke weiter auszubauen. Die Auto-Partei konnte entgegen den Erwartungen nur einen Sitz (Bern-Stadt) erobern. Die FDP büsste mit fünf Sitzen am meisten ein, die SVP konnte dagegen zwei Mandate gewinnen und erhielt neu 71, blieb aber vom Spitzenresultat aus dem Jahre 1982 mit 78 Sitzen und 37,3% Wähleranteil weit entfernt. Erstmals konnten im Kanton Bern auch die 18- und 19jährigen wählen. Die Frauenvertretung erhöhte sich von 30 auf 35 und erreichte damit einen Anteil von 17,5%.⁷

WAHLEN
DATUM: 06.05.1990
MATTHIAS RINDERKNECHT

Die **Gesamterneuerungswahlen für den ausserrhodischen Kantonsrat**, welche im **Majorzverfahren** jeweils eine Woche nach der Landsgemeinde durchgeführt werden, bestätigten die bestehende Zusammensetzung der Gruppierungen weitgehend. Da die Parteien in diesem Kontext nur eine untergeordnete Rolle spielen, sind im 58köpfigen Parlament nicht alle Vertreter klar einer Partei zuzuordnen. Nach Ansicht von Kennern stehen aber etwa 50 Vertreter dem freisinnigen Lager nahe, vier der SP, zwei der CVP und einer der SVP. Neu sind vier Frauen im Rat vertreten (6,9%).⁸

WAHLEN
DATUM: 29.05.1990
MATTHIAS RINDERKNECHT

Zu den alljährlich an der Landsgemeinde stattfindenden **Erneuerungswahlen des Parlaments** lassen sich keine Zahlen zur parteipolitischen Zusammensetzung angeben, wie in Ausserrhoden treten auch hier nicht verschiedene Parteien gegeneinander an. Da es in **Appenzell-Innerrhoden** neben der CVP keine anderen Parteien gibt, darf angenommen werden, dass auch die grosse Mehrheit der Parlamentarier dieser Partei zumindest nahesteht. Auf die Einführung des kantonalen Frauenstimm- und -wahlrechts wird an anderer Stelle eingegangen.⁹

WAHLEN
DATUM: 10.06.1990
MATTHIAS RINDERKNECHT

Zu leichten Sitzverschiebungen zugunsten der SP und Umweltgruppen ist es auch bei den **Glarner Landratswahlen** gekommen. Im achtzigköpfigen Parlament verfügen die Grünen nun über drei Sitze (+2), was aber noch nicht zur Bildung einer eigenen Fraktion reicht. Die Sozialdemokraten bauten ihre Position trotz massiv gesunkenem Parteistimmenanteil von 13 auf 15 Mandate aus; sie konnten von der **Ausdehnung des Proporzwahlverfahrens** auf das Glarner Hinterland und das Sernftal profitieren. Die CVP musste zwei Sitzverluste hinnehmen, die beiden stärksten Parteien des Kantons, die SVP und die FDP (je 23 Mandate), verloren je einen. Mit vier Landrätinnen – je einer FDP-, SVP-, CVP und SP-Abgeordneten – stellen die Frauen wie bisher nur 5% der 80 Parlamentsmitglieder.¹⁰

WAHLEN
DATUM: 21.10.1990
MATTHIAS RINDERKNECHT

Die Wahlen ins 60köpfige jurassische Parlament ergaben bei der niedrigsten Wahlbeteiligung (61,6%) seit der Gründung des Kantons eine **leichte Verschiebung zugunsten von links-grünen Kräften**. Der "Combat socialiste" konnte zwei Gewinne verbuchen und erhielt neu drei Sitze; auch die SP konnte ein Mandat hinzugewinnen. Hingegen musste die PdA ihren bisher einzigen Sitz abgeben. Die CVP und die FDP verloren je einen Sitz; alle übrigen Parteien konnten ihren Besitzstand wahren. Die Frauenvertretung konnte von fünf auf sieben erhöht werden (11,7%); je zwei gehören der SP und der CVP an, je eine der FDP, der unabhängigen christlich-sozialen Partei und dem Combat socialiste.¹¹

WAHLEN
DATUM: 11.11.1990
MATTHIAS RINDERKNECHT

Der **Linksrutsch** bei den Parlamentswahlen **im Kanton Zug** hatte sich bereits bei den vorangegangenen Gemeindewahlen angezeigt. Die Sozialdemokraten konnten zusammen mit der "Frischen Brise Steinhausen" drei Sitze hinzugewinnen, ebenso erhielten die Sozialistisch-Grüne Alternative (SGA, zum Grünen Bündnis gehörend) zwei und die "Politische Arbeitsgruppe Gleis 3 Risch-Rotkreuz" einen neuen Sitz. Die SGA hat mit vier Sitzen nun Fraktionsstärke erreicht. Verlierer waren vor allem die Freisinnigen, welche vier Mandate einbüssten, und die CVP, die als stärkste Partei wie bei den letzten und vorletzten Wahlen zwei Sitze verlor; diesmal büsste sie auch knapp vier Wählerprozentpunkte ein. In drei Gemeinden kam es zu stillen Wahlen, da nicht mehr Kandidaten nominiert wurden als Sitze zu vergeben waren. Die Frauenvertretung stieg von 7 auf 15 (18,5%).¹²

WAHLEN
DATUM: 24.03.1991
MATTHIAS RINDERKNECHT

Bei den Baselbieter Landratswahlen kam es nur zu **leichten Verschiebungen zugunsten der bürgerlichen Parteien**. Sowohl die FDP, welche weiterhin die stärkste Parlamentsfraktion bildet, wie auch die CVP gewannen je ein Mandat und konnten auch wähleranteilmässig leichte Gewinne verbuchen. Die Schweizer Demokraten gewannen ein Mandat und erlangten somit Fraktionsstärke. Auf der Verliererseite befanden sich die Grünen (1987: Grünes Bündnis, seit 1990 zur GPS gehörend), welche zwei Sitze und 1,3% Wählerstimmen einbüssten. Die Sozialdemokraten verloren zwar keinen Sitz, konnten aber ihren Wähleranteil aus dem Jahre 1987 – er entsprach fast jenem der FDP – nicht halten. Ihr Fraktionspartner, der LdU, verlor hingegen seinen einzigen Sitz. Die Frauenvertretung stieg von 16 auf 23 (27,4%).¹³

WAHLEN
DATUM: 07.04.1991
MATTHIAS RINDERKNECHT

Die grossen bürgerlichen Parteien **FDP und SVP konnten bei den Zürcher Kantonsratswahlen ihre Mehrheit ausbauen** und gewannen zusammen 10 Mandate zurück, welche sie 1987 hauptsächlich an die GP verloren hatten. Die SVP legte fast 4% Wähleranteil zu und wurde dafür mit sechs Mandatsgewinnen relativ schlecht belohnt. Zu den Gewinnern gehörte auch die SP mit neun zusätzlichen Sitzen; sie konnte allerdings ihren Wähleranteil nur um zwei Prozentpunkte erhöhen. Die Grünen verloren zwar zwei Mandate, hielten aber ihren 1987 errungenen Wähleranteil von über zehn Prozent. Damit verbleiben sie klar vor der CVP viertstärkste Partei. Die eigentlichen Verlierer dieser Wahlen waren die Parteien, die sich erklärermassen der Mitte zuordneten: der LdU, die CVP und die EVP. Der LdU verlor in seiner einstigen Hochburg auf einen Schlag acht Sitze, hatte dabei aber auch Proporzpech, denn sein Wähleranteil sank nur um 2,2%. Seit seinem Höhepunkt mit 31 Mandaten im Jahre 1967 ist die Sitzzahl des LdU kontinuierlich gesunken. Auch die EVP, welche in den letzten 25 Jahren konstant 11 bis 14 Mandate halten konnte, erlitt nun eine schwere Einbusse von vier Sitzen. Denselben Sitzverlust erlitt auch die CVP, welche nun aber schon zum zweiten Mal hintereinander eine derartige Wahlschlappe einstecken musste. Die CVP konnte sich nur in ihrer Hochburg Zürich und zum Teil in Dietikon halten; die EVP ihrerseits verzeichnete gute Resultate im Zürcher Oberland, in Meilen und in Winterthur, während beim LdU der Rückgang der Wähleranteile über den gesamten Kanton verteilt war.

Unter den grün-alternativen Kleinparteien konnte sich einzig die Gruppe "Frauen macht Politik" (FraP) mit zwei Sitzen in der Stadt Zürich behaupten. Die POCH und die SAP, welche bei den letzten Wahlen am Bündnis "GAPF" (Grüne Alternative, POCH, FraP) beteiligt gewesen waren, haben sich seither aufgelöst und gingen in die SP, die GP oder in die Alternative Liste auf. Diese Aufsplitterung erklärt unter anderem auch, warum die Alternative Liste Zürich 1991 (zusammen mit der Winterthurer Opposition WOP) nur noch 1,6% Wähleranteil und kein Mandat erreichte. Einzug ins Parlament konnte erstmals die AP mit zwei Sitzen halten; sie erzielte vor allem in den Bezirken Uster, Winterthur und Horgen gute Resultate. Wesentlich für die Sitzgewinne war, dass sie in den meisten Wahlkreisen eine Listenverbindung mit der NA, welche sich im Kanton Zürich noch nicht Schweizer Demokraten nannte, eingegangen war. Letztere verlor zwei von ihren sechs Sitzen. Die Stimmbeteiligung sank von 45,8% bei den letzten Wahlen auf 38,2%. Mit 36 Frauen (1987: 37) ist die weibliche Vertretung leicht zurückgegangen (20,6%). Bemerkenswert ist die Steigerung des Frauenanteils in der SP von 26,5% auf 34,9%.¹⁴

WAHLEN
DATUM: 14.04.1991
MATTHIAS RINDERKNECHT

Die Tessiner Grossratswahlen waren geprägt durch den Parlamentseinzug von zwölf Vertretern der "**Lega dei Ticinesi**". Bei der "Lega" handelt es sich um eine populistische Protestbewegung, welche mit verschiedensten aktuellen Themen und Forderungen ein Wahlkampf-Potpourri, das vom rechten bis zum linken Parteienspektrum reicht, aufzog. So gehörten das Begehren nach einer Senkung der Krankenkassenprämien, nach einer 13. AHV-Monatsrente oder nach unentgeltlichen öffentlichen Verkehrsmitteln genauso dazu wie der Ruf nach einer Aufhebung der Massnahmen gegen den Benzintourismus oder nach einer eigenständigeren Wirtschaft und mehr Unabhängigkeit des Tessins von Bern. Hervorgegangen ist die Bewegung aus der im März 1990 von Bauunternehmer **Giuliano Bignasca** gegründeten Gratis-Sonntagszeitung "Il Mattino della Domenica". Diese Zeitung diente darauf als Sprachrohr für den Aufbau der Bewegung, welche im Januar des Berichtsjahres als "Lega dei Ticinesi" gegründet wurde. Der Chefredaktor des "Mattino", **Flavio Maspoli**, kandidierte auch für den Staatsrat. Am meisten Wählerprozentanteile erreichte die neue Bewegung in Lugano und den umliegenden Vorortsgemeinden, wo sie die 20 Prozentmarke überschritt und zur zweitstärksten Partei avancierte. Der Einzug der "Lega" ging sowohl auf Kosten der bürgerlichen Parteien wie auch der Linken und der Kleinstgruppierungen: Die FDP verlor vier Mandate, die SP zwei und die CVP, die PSU sowie die äussere Linke (SAP und PdA) je eines. Bei den Grünen erhielt nur noch das eher konservative "Movimento dei Verdi ticinesi", eine Abspaltung des zur GP gehörenden "Movimento ecologico ticinese" (MET), einen Sitz. Verliererin war auch die Nachfolgeorganisation der Ökologisch-Freiheitlichen Partei (OFP) des früheren Nationalrats Oehen, die "Svelta ecopolitica" (SVEPO), welche keinen Sitz mehr erlangen konnte. Zu vermerken ist das erneute Zusammengehen der ehemaligen PSA mit Dario Robbianis "Comunità socialista ticinese" als Partito socialista unitario (PSU). Die Frauen, welche nur einen Sitz hinzugewinnen konnten, sind nach wie vor stark untervertreten (14,4%).¹⁵

WAHLEN
DATUM: 11.04.1991
MATTHIAS RINDERKNECHT

Im Grossen Rat des Kantons Luzern verlor die **CVP** drei Mandate und **büsst damit die seit 120 Jahren gehaltene absolute Mehrheit ein**. Als Wahlsiegerin stand die SP mit fünf Sitzgewinnen und einem Zuwachs des Wähleranteils von über 3% da; damit konnten die Sozialdemokraten die seit 1979 anhaltende Talfahrt beenden. Gleichzeitig überholte sie wieder das Grüne Bündnis (zur GPS gehörend), welches seinerseits drei Mandate verlor. Die Liberalen (FDP) konnten ebenfalls einen Sitz hinzugewinnen. Bei den kleinen Parteien CSP und "Unabhängigen Frauenliste" gab es keine Veränderungen. Dank elf zusätzlichen Mandaten steigerten die Frauen ihren Anteil von 18% auf 24,7%. Die Stimmbeteiligung sank gegenüber den letzten Wahlen um weitere fünf Prozentpunkte auf 51,9%.¹⁶

WAHLEN
DATUM: 05.05.1991
MATTHIAS RINDERKNECHT

Bei den Bündner Grossratswahlen, welche nach dem Majorzverfahren durchgeführt werden, **verlor die FDP wieder drei Mandate** wie bereits im Wahljahr 1989; auch die DSP ging mit zwei Verlusten als Verliererin aus den Wahlen hervor. Im Gegensatz dazu **konnte die SP zwei Mandate zulegen**; zu den Gewinnern zählten auch die SVP, die CVP und die Linke Alternative (Chur) mit je einem Sitzgewinn. Die CSP konnte ihren Besitzstand wahren. Die Frauenvertretung stieg von 6 auf 8 (6,7%). Zum ersten Mal wird die Legislaturperiode nun drei statt zwei Jahre dauern.¹⁷

WAHLEN
DATUM: 05.05.1991
MATTHIAS RINDERKNECHT

Bei den alljährlich eine Woche nach der Innerrhoder Landsgemeinde stattfindenden Erneuerungswahlen des Parlaments wurde – nachdem 1990 das Frauenstimm- und Wahlrecht eingeführt worden war – **erstmals eine Frau ins 61köpfige Parlament gewählt**. Da es im Innerrhoder Parlament keine Fraktionen gibt können nur ungefähre Angaben zur parteipolitischen Zusammensetzung des Parlaments gemacht werden. Die grosse Mehrheit der Parlamentsmitglieder gehört der CVP an oder steht ihr zumindest nahe.¹⁸

WAHLEN
DATUM: 17.11.1991
MATTHIAS RINDERKNECHT

Die Grossratswahlen im Kanton Freiburg, welche nur alle fünf Jahre stattfinden, haben eine **leichte Verschiebung** der politischen Kräfte **zugunsten der Linken und Grünen** sowie eine Stärkung der Frauenvertretung gebracht. Verlierer waren die CVP und die FDP, welche vier resp. drei Sitze verloren; wähleranteilmässig büsste die CVP mit vier Prozent am meisten ein. Die SP verlor einen Teil ihrer Wählerschaft und drei Sitze an die 1989 durch den SP-Dissidenten Félicien Morel gegründete Demokratisch-soziale Partei (DSP); letztere war gegen Ende der vergangenen Legislaturperiode schon durch

zwei dissidente Sozialdemokraten vertreten und erhielt neu sieben Sitze. Die unabhängige CSP, welche mehr Sympathien für die DSP als für die CVP hegt, verlor zwei Sitze. Hingegen konnten die Grünen auf Anhieb vier Sitze gewinnen. Somit vereinigt das links-grüne Spektrum 49 Sitze (+6) während das bürgerliche Lager mit neu 80 Mandaten über sieben Sitze weniger als bisher verfügt. Die Frauenvertretung erhöhte sich von 14 (am Ende der Legislatur 12) auf 19 Rätinnen (14,6%), wovon allein zehn der SP angehören.¹⁹

WAHLEN
DATUM: 30.12.1991
MATTHIAS RINDERKNECHT

Die **Gesamterneuerungswahl in sechs Kantonalparlamente** (BL, FR, GR, LU, TI, ZH) konnten nur teilweise die Tendenzen der vorjährigen Kantonalwahlen bestätigen. Insgesamt verlor die CVP von allen Parteien am meisten Sitze (-10). Die Erosion schritt auch bei der FDP weiter voran, allerdings in deutlich geringerem Ausmass (-4 Sitze). Mit der massiven Sitzeinbusse des Landesrings in Zürich (-8) nahm dessen Bedeutung weiter ab. Im Gegensatz dazu konnten die Sozialdemokraten auch dieses Jahr vor allem sitzmässig weitere Erfolge verbuchen und standen mit dreizehn zusätzlichen Mandaten (davon allein 9 in Zürich) als eigentliche Sieger da. Eine Umkehr vom bisherigen Erfolgskurs zeichnete sich bei den Grünen ab; sie büssten insgesamt vier Mandate ein und konnten einzig in Feiburg, wo sie neu ins Parlament einzogen, Sitze gewinnen. Die AP konnte nur im Kanton Zürich einen Erfolg verbuchen, wo sie zwei Sitze eroberte. In allen Kantonen ausser Tessin sank die Wahlbeteiligung zum Teil massiv, im Kanton Zürich über 7%. Der Anteil der Frauen stieg – abgesehen vom Kanton Zürich – in allen betroffenen kantonalen und kommunalen Parlamenten. Unter den 894 in sieben Kantonen (ohne AI) gewählten Parlamentsmitgliedern waren 181 Frauen (20,2%).

WAHLEN
DATUM: 19.01.1992
MATTHIAS RINDERKNECHT

Die Parlamentswahlen im Kanton St. Gallen bewirkten erdrutschartige Verschiebungen in der parteipolitischen Zusammensetzung und dürfen als Protestwahl charakterisiert werden. Einerseits setzte sich der **Schrumpfungsprozess der CVP**, welche in der Legislaturperiode 1980-1984 noch über eine absolute Mehrheit verfügt hatte, auch im Berichtsjahr fort, wobei der Verlust von zwölf Sitzen noch massiver ausfiel als jener von 1988 (7 Verluste); ihr Wähleranteil ging um fünf Prozent zurück. Auch die FDP erlitt mit fünf Mandatsverlusten eine schwere Einbusse. Andererseits konnte die im Jahre 1988 erstmals mit sieben Mandaten ins Parlament eingezogene Auto-Partei, ähnlich wie bei den Nationalratswahlen im Herbst 1991 (12,6%), über 11% Wähleranteil und neunzehn Sitze gewinnen. Die Schweizer Demokraten konnten mit einem Mandat in den Grossen Rat einziehen. Aber auch die Sozialdemokraten gehörten mit sechs Sitzgewinnen zu den Siegern; allerdings sind sie in bezug auf die Wähleranteile konstant geblieben. Die Talfahrt der LdU-Fraktion, welcher auch auf gemeinsamen Listen kandidierende Vertreter von grünen Organisationen des Ober- und Unterrheintals angeschlossen sind, hielt an, sie verlor vier Mandate, während die verschiedenen grünen Gruppierungen, seit den letzten Wahlen teilweise der GPS angeschlossen, einen Sitz gutmachen konnten. Der Frauenanteil verbesserte sich gegenüber 1988 von 11,7% auf 14%.²⁰

WAHLEN
DATUM: 19.01.1992
MATTHIAS RINDERKNECHT

Bei den Parlamentswahlen in Basel-Stadt gingen die **Sozialdemokraten mit fünf Sitzgewinnen** dank Listenverbindungen mit der POB, der Frauenliste und weiteren Gruppierungen und 3,4% Wähleranteilgewinn klar als Sieger hervor. Als zweite Siegergruppe etablierte sich die bisher wenig in Erscheinung getretene Frauenliste überraschend mit fünf Sitzen in Fraktionsstärke. Die Demokratisch-soziale Partei (DSP) hat sich zum dritten Mal in Grossratswahlen behaupten können und verzeichnete einen Mandatsgewinn (neu zehn Sitze). Hingegen konnte der **Schrumpfungsprozess der letzten POCH-Bastion** in der Schweiz auch bei diesen Wahlen nicht aufgehalten werden; die POB-Vertretung halbierte sich auf sechs Sitze. Auch die PdA verlor ein Mandat und ist nur noch mit einer einzigen Frau vertreten. Die Grünen insgesamt (Vertreter aus dem ehemaligen Grünen Bündnis und jene aus dem Fusionsprodukt Grüne Partei Basel-Stadt/Grüne Alternative Basel) haben zwei Sitze verloren (neu drei Sitze); die nach der Fusion ausgescherte "Neue Grüne Mitte" erreichte keinen Sitz. Von den bürgerlichen Parteien blieb die CVP konstant, die FDP und die Liberale Partei hingegen konnten je zwei Mandate hinzugewinnen und ihre Wähleranteile leicht verbessern. Der Landesring verlor auf einen Schlag fünf Sitze und damit auch die Fraktionsgrösse, während die Vereinigung Evangelischer Wählerinnen und Wähler nur einen Sitz verlor (neu sechs) und damit Fraktionsstärke behielt. Die rechtsnationalistische Unabhängige Volkspartei (UVP), Stadtbasler Sektion der Schweizer Demokraten, verlor zwei Sitze und über zwei Prozent Wähleranteil. (Der bisherige Name UVP der Stadtbasler Kantonssektion der SD wurde im April aufgehoben

und der eidgenössischen Bezeichnung angepasst.) Die "Volksaktion gegen zu viele Ausländer und Asylanten in unserer Heimat" von Eric Weber war auch angetreten, hatte aber keinen Erfolg. Auch die kurz vor den Wahlen ins Leben gerufene Basler SVP hatte keinen Erfolg. Erstmals konnte hingegen die Auto-Partei mit drei Sitzen ins Basler Parlament einziehen. Insgesamt 1252 Kandidatinnen und Kandidaten stellten sich auf 24 Listen zur Wahl. Die Frauen konnten ihre Sitzzahl um drei auf 38 (29%) erhöhen.²¹

WAHLEN

DATUM: 05.04.1992
MATTHIAS RINDERKNECHT

Bei den Thurgauer Grossratswahlen konnte die Auto-Partei entgegen den Erwartungen trotz leicht gestiegenem Wähleranteil keine zusätzlichen Sitze erobern. Die bisherigen Kräfteverhältnisse im 130köpfigen Parlament erfuhren insgesamt eine Bestätigung. Eine **grössere Verschiebung erfolgte zugunsten der SP**, welche drei Sitze von den seit 1980 verlorenen sieben Mandaten zurückgewann (inklusive eine Vertreterin der Gruppierung "Frauen ins Parlament"). Bei den **bürgerlichen Parteien ergaben sich nur geringe Verschiebungen**; während die FDP ihre 23 Mandate halten konnte, verloren die CVP und die SVP je einen Sitz. Die Grüne Partei musste ein Mandat abgeben, wobei eine Vertreterin der Gruppierung "Die andere Liste" sich der GP angeschlossen hat. Gegenüber dem letzten Wahljahr erhöhte sich der Frauenanteil von 13,8% auf 16,2%.²²

WAHLEN

DATUM: 05.04.1992
MATTHIAS RINDERKNECHT

Die Wahlen ins Schwyzer Kantonsparlament brachten im Gegensatz zu jenen von Uri eine **Schwächung des links-grünen Lagers**. Die SP verlor zwei Sitze (neu 11) und das Kritische Forum Schwyz (KFS) büsste die Hälfte seiner Vertretung ein. Als klare Sieger gingen die Freisinnigen mit vier Sitzgewinnen aus den Wahlen hervor (neu 34). Die SVP legte einen Sitz zu, während die CVP ein Mandat abgab. Die Auto-Partei ging wie bei ihrem ersten Anlauf im Jahre 1988 wieder leer aus. Die rechtsnationalistische Partei der Zukunft (PdZ) mit Marcel Strebel als Mentor, welche bei den letzten Nationalratswahlen 6,4% Wähleranteil erreicht hatte, kandidierte nicht. Zu den Siegerinnen gehörten die Frauen, welche neu durch zwölf Rätinnen (am Ende der Legislatur waren es sechs gewesen) vertreten sind (12%).²³

WAHLEN

DATUM: 05.04.1992
MATTHIAS RINDERKNECHT

Das bedeutendste Ereignis bei den Urner Parlamentswahlen war der Einzug des Kritischen Forums Uri (KFU) in den Landrat, begünstigt durch die **Einführung des Proporzwahlrechts in sieben Gemeinden**, wobei aber in Silenen stille Wahlen stattfanden (theoretisch können 47 der 64 Sitze im Proporzverfahren bestimmt werden). In vier Gemeinden fanden die Wahlen in offenen Gemeindeversammlungen statt (insgesamt fünf Sitze), während in neun Einerwahlkreisen die Wahlen im Majorzverfahren an der Urne durchgeführt wurden. Mit dem Wahlbündnis "Neue Liste", bestehend aus SP, KFU, "Junges Uri" und Unabhängigen, gelang es den progressiven Kräften, insgesamt fünf Sitze zuzulegen; die SP gewann ein Mandat hinzu (neu 7), das KFU ist neu mit drei Sitzen vertreten und die Unabhängigen mit einem. Die fünf Sitzgewinne gingen hauptsächlich zulasten der CVP, welche vier Mandate einbüsste, jedoch mit 36 Sitzen immer noch über die absolute Mehrheit verfügt. Die Liberalen (FDP) verloren nur ein Mandat und blieben mit siebzehn Sitzen zweitstärkste Partei. Der Frauenanteil erhöhte sich um einen Sitz auf sieben (am Ende der letzten Legislaturperiode waren es allerdings auch schon sieben gewesen).

Die Einführung des Proporzverfahrens ging auf eine Initiative des KFU zurück, welche 1988 eingereicht und 1989 angenommen worden war.²⁴

WAHLEN

DATUM: 22.11.1992
MATTHIAS RINDERKNECHT

Die Grossratswahlen im Kanton Schaffhausen waren von der massiven Einbusse an Sitzen und Wähleranteilen der SP gekennzeichnet; fünf der sechs verlorengegangenen Sitze gingen an die **Liste des dissidenten Sozialdemokraten** und ehemaligen Redaktors der Schaffhauser AZ, Arthur Müller, welcher als einziger Kandidat auf der Liste "sozial-liberal" kandidiert hatte. Ursprünglich war er aus Gründen des SP-intern festgelegten Frauenanteils als überzählig aus der Nomination ausgeschieden, worauf er sich für eine Einzelkandidatur entschied. Im Moment seiner Wahl war er noch Mitglied der SP, gab jedoch kurz darauf seinen Austritt aus der Partei bekannt. Bei den bürgerlichen Parteien gewannen die FDP und die SVP je zwei Sitze, während die CVP ein Mandat verlor. **Erstmals musste die Auto-Partei in einem Ostschweizer Kanton einen Rückschlag in Form eines Sitzverlustes hinnehmen**. Der Landesring hatte keine eigene Liste mehr aufgestellt, dafür traten an seine Stelle die zwei Gruppierungen "Ökoliberale Bewegung Schaffhausen" (neu mit drei Sitzen) sowie die "Aktion liberale Schaffhauser"

(2 Sitze). Von den übrigen Kleinparteien verlor die EVP ein Mandat und verblieb wie das Grüne Bündnis mit einem Sitz vertreten. Der Frauenanteil konnte im Vergleich zu 1988 nur leicht von 15% auf 16,3% erhöht werden.²⁵

WAHLEN
DATUM: 30.12.1992
MATTHIAS RINDERKNECHT

Bei den Gesamterneuerungswahlen für sechs Kantonalparlamente (BS, SG, SH, SZ, TG und UR) zeigte sich eine Fortsetzung der Tendenz des Vorjahres. Die **Parteien der Mitte konnten ihre Erosion nicht stoppen**, wobei wiederum die CVP mit 20 Sitzverlusten am stärksten betroffen war; allerdings ist ein Teil dieser Einbusse auf die Einführung des Proporzwahlrechtes in gewissen Urner Gemeinden zurückzuführen. Die FDP stoppte hingegen ihre leicht absteigende Tendenz und gewann drei Mandate hinzu. Bei der SP hielt der Aufwärtstrend mit sieben Sitzgewinnen an, wobei starke Unterschiede in den einzelnen Kantonen, auch in bezug auf die Wähleranteile, zu verzeichnen waren. Die Grünen wiederum mussten leichte Verluste hinnehmen, wobei die noch nicht in die GP integrierte POCH Basel über die Hälfte ihrer Sitze und ihres Wähleranteils verlor, ohne dass diese Verluste seitens der GP wieder aufgefangen worden wären. Die Auto-Partei verzeichnete im Berichtsjahr einerseits einen spektakulären Erfolg mit zwölf Sitzgewinnen im Kanton St. Gallen und zog erstmals in Basel ins Parlament ein, stagnierte jedoch andererseits in den übrigen Kantonen. Bezüglich der Wahlbeteiligung war keine einheitliche Tendenz auszumachen; Veränderungen bis zu 4% im Vergleich zu den letzten Wahlen kamen sowohl nach unten als auch nach oben vor. Einzig im Kanton Schaffhausen ist die langfristige Tendenz stetig absteigend. In sämtlichen kantonalen Parlamenten konnten die Frauen ihren Anteil verbessern. Von 684 in sechs Kantonen gewählten Parlamentsmitgliedern waren 117 (17,1%) Frauen. Spektakulär war die Zunahme des Frauenanteils im Parlament der Stadt Bern, in welchem die Frauen neu 42,5% der Sitze und damit gesamtschweizerisch den höchsten Anteil erreichten.

WAHLEN
DATUM: 07.03.1993
MATTHIAS RINDERKNECHT

Im Kanton Aargau gingen die **Sozialdemokraten und die Frauen als Siegerinnen** aus den Parlamentswahlen hervor. Die SP, welche in allen Bezirken eine Listenverbindung mit den Grünen eingegangen war, konnte ihre sieben Sitzverluste aus dem Jahre 1989 wieder ausgleichen und wurde mit 44 Mandaten und 19,8% Wähleranteil wieder zur stärksten Partei. Die bürgerlichen Parteien FDP, SVP und CVP spannten ebenfalls in vielen Bezirken zusammen. Die Erosion der FDP und vor allem der CVP setzte sich allerdings fort. Während die FDP mit vier Mandatsverlusten den Schaden begrenzen konnte, musste die CVP inklusive den Sitz der Jungen Liste Zurzach (Fraktionsgemeinschaft) acht Sitzverluste verkraften, wobei allerdings die Junge CVP (Liste Junge Leute Baden und Muri) zwei Mandate eroberte. Unter den bürgerlichen Regierungsparteien konnte einzig die SVP ihren Bestand um zwei Sitze auf 36 erhöhen und auch ihren Wähleranteil verbessern. Die Wähleranteile der vier grossen Parteien haben sich einander angenähert und bewegen sich zwischen 17,7% und 19,8%. Die Grünen verloren vier von elf Sitzen. Die kleinen Parteien der Mitte, der Landesring und die EVP, verloren je einen Sitz. Hingegen konnte die Auto-Partei wiederum kräftig zulegen. Nachdem sie bei ihrem ersten Auftritt 1989 zwölf Mandate erobert hatte, gewann sie jetzt nochmals sieben Sitze hinzu und erreichte 9,5% Wähleranteil. Den grössten Sieg verzeichneten jedoch die Frauen. Sie konnten 26 Sitze zusätzlich erobern und erreichten mit 63 Mandaten einen Anteil von 31,5%. Den höchsten Frauenanteil verzeichnete die SP mit 65,9%. Unter den zwölf abgewählten Männern war Heinrich Buchbinder (sp) der Prominenteste. Die starke Erhöhung des Frauenanteils war zum Teil auch als Reaktion der weiblichen Wahlberechtigten auf die Nichtwahl Christiane Brunners (sp) als Bundesrätin zurückzuführen. Die Stimmbeteiligung war mit 45% relativ hoch, nachdem sie 1989 mit knapp 36% einen Tiefpunkt erreicht hatte. Die höhere Beteiligung kann teilweise damit erklärt werden, dass gleichzeitig mit den kantonalen Wahlen auch eidgenössische Abstimmungen stattfanden.²⁶

WAHLEN
DATUM: 07.03.1993
MATTHIAS RINDERKNECHT

Bei den Walliser Grossratswahlen setzte sich der **Erosionsprozess der CVP/CSP**, welche vier Mandate von bisher 79 und 3,5% Wähleranteil einbüsste, weiter fort. Zwar ist die rückläufige Tendenz der Christlichdemokraten hier langsamer als in den anderen Landesgegenden, die CVP hat aber seit 1961 stetig Verluste hinnehmen müssen und immerhin insgesamt 13 Mandate eingebüsst. Auf der Gewinnerseite standen die FDP sowie die SP, welche je zwei zusätzliche Sitze erobern konnten. Die unter verschiedenen Namen auftretenden Liberalen (LP Sierre, Hérens, Sion, Entremont, Centre libéral et indépendant Martigny, Liste Parti chrétien-social/libéral Conthey) konnten ihren Besitzstand von fünf Mandaten halten und bildeten weiterhin eine Fraktion (sie hatten nach den letzten Wahlen unter Beizug von zwei auf christlichsozialen und

unabhängigen Listen gewählten Parlamentariern einen Zusammenschluss erwirkt). Die Frauen konnten ihre Sitzzahl um fünf auf 14 erhöhen (10,8%).²⁷

WAHLEN
DATUM: 28.03.1993
MATTHIAS RINDERKNECHT

Bei den Solothurner Wahlen ergaben sich im Gegensatz zu 1989 **nur wenige Sitzverschiebungen**. Der allgemeinen Tendenz entsprechend gehörte die CVP auch hier zu den Verliererinnen; mit drei Mandatsverlusten und 1,2% weniger Wähleranteil konnte sie den Schaden aber in Grenzen halten. Auch die GP musste einen ihrer neun Sitze abgeben. Davon profitieren konnte die SP, welche insgesamt drei Mandate hinzugewann, aber auch die FDP, die einen Sitz zurückeroberte, nachdem sie 1989 elf Mandate verloren hatte. Weder die neu antretende SVP, noch die Schweizer Demokraten oder die kleinen Parteien der Mitte, LdU und EVP, konnten einen Sitz ergattern. Für Aufsehen sorgte die Tatsache, dass sowohl die AP als auch die SD Kandidaten in andern als ihren Wohnbezirken aufstellten. Die SD blieb auch mit dieser Methode weiterhin erfolglos, während die AP mit sieben Mandaten auf dem Stand der letzten Wahlen verharrte. Auch die Jungliberale Bewegung, welche in Olten mit einer eigenen Liste kandidierte, blieb erfolglos; in den übrigen Bezirken figurierten die Jungliberalen auf der Liste der FDP. Auf der Gewinnerseite befanden sich vor allem die Frauen, welche mit 50 Mandaten (34,7%) ihren Anteil gegenüber den letzten Wahlen mehr als verdreifachen konnten (zu Beginn der Legislatur waren es 16, am Ende 22 Rätinnen gewesen). Der sogenannte "Brunner-Effekt" führte unter anderem dazu, dass ähnlich wie im Kanton Aargau verschiedene prominente männliche Abgeordnete, darunter auch der Präsident der Solothurner SP, abgewählt wurden.²⁸

WAHLEN
DATUM: 18.04.1993
MATTHIAS RINDERKNECHT

Bei den Parlamentswahlen im Kanton Neuenburg ergab sich ein **Rechtsrutsch**. Die FDP und die LP gewannen je vier Sitze hinzu; die SP verlor sechs Sitze und 5,8% Wähleranteil. Auch die Grünen erlitten zwei Verluste (ein 1989 auf der "Liste libre" Gewählter war der Fraktion der grünen Partei "Écologie et Liberté" beigetreten). Indem die Bürgerlichen acht von zehn Sitzen, die sie im Jahre 1989 verloren hatten, zurückgewannen, konnten sie ihre knappe Mehrheit von 59 auf 67 von 115 Sitzen ausbauen. Eine längerfristige Analyse lässt erkennen, dass die Neuenburger Wahlen seit 1981 durch abwechselnde Pendelausschläge zwischen dem bürgerlichen und dem linken Lager gekennzeichnet sind. In Wähleranteilen ausgedrückt ist die LP mit 33,4% die stärkste Partei, während die SP mit 39 Sitzen aber über ein Mandat mehr verfügt. Die Stimmbeteiligung sank gegenüber 1989 um 4%, wobei in den traditionell eher links wählenden Bezirken La Chaux-de-Fonds und Le Locle eine um 7% resp. 5% geringere Beteiligung zu verzeichnen war. Im übrigen wurden verschiedene bekannte Persönlichkeiten wie der Fraktionspräsident der SP, der PdA-Parteisekretär sowie der Präsident der Neuenburger Grünen nicht mehr gewählt. Die Frauen konnten ihre Vertretung verdoppeln und erreichten einen Anteil von 32,8%.²⁹

WAHLEN
DATUM: 02.05.1993
MATTHIAS RINDERKNECHT

Bei der alljährlich eine Woche nach der Innerrhoder Landsgemeinde stattfindenden Erneuerungswahl des Innerrhoder Parlaments, in welchem neben der CVP offiziell keine anderen Parteien existieren, wurden **vier Frauen neu in den 65köpfigen Rat gewählt**, womit deren Vertretung auf sieben anstieg.³⁰

WAHLEN
DATUM: 06.06.1993
MATTHIAS RINDERKNECHT

Bei den Gesamterneuerungswahlen für den Ausserrhoder Kantonsrat, die alle drei Jahre im Majorzwahlverfahren eine Woche nach der Landsgemeinde durchgeführt werden, wurden im ersten Wahlgang alle wiederkandidierenden bisherigen Ratsmitglieder bestätigt, weshalb im wesentlichen **keine Veränderung des Kräfteverhältnisses** der verschiedenen Gruppierungen stattfand. Die parteipolitische Zusammensetzung ist nur ungefähr zu bestimmen, da viele Ratsmitglieder nur einer Partei nahestehen, ihr aber nicht angehören. Rund vier Fünftel der Kantonsratsmitglieder sind der FDP zuzuordnen, die übrigen verteilen sich auf SP, CVP und SVP. Die Anzahl der Sitze im Rat wurde im übrigen von 58 auf 63 erhöht, wovon vor allem die Frauen profitieren konnten, die zehn Mandate erobern konnten (bisher vier).³¹

WAHLEN
DATUM: 10.09.1993
MATTHIAS RINDERKNECHT

Grosse Verschiebungen in der parteipolitischen Zusammensetzung ergaben sich bei den Wahlen in den Grossen Rat des Kantons Genf. Für die **Verschiebungen im linken Spektrum** war der wichtigste Grund das Nichtzustandekommen des seit rund dreissig Jahren praktizierten Wahlbündnisses zwischen Sozialisten und Kommunisten.

Der Konflikt nahm seinen Anfang in der Genfer Regierung. Dem seit zwölf Jahren im Amt stehenden sozialdemokratischen Regierungsrat Grobet verweigerte die Parteileitung wegen der Amtszeitbeschränkung die Kandidatur für eine vierte Amtsperiode, worauf dieser aus der Partei austrat und sich auf der Liste der PdA mit dem Namen "Alliance de gauche – Parti du travail, solidarités, indépendants" als unabhängigen Kandidaten aufstellen liess. Da er sich auf einer neuen Liste bewarb, musste er gemäss den geltenden Regelungen auch für den Grossen Rat kandidieren. Die bereits vorher erarbeitete Bündnisplattform zwischen SP, PdA und Grünen wurde darauf von der SP-Generalversammlung mit 98 zu 85 Stimmen für ungültig erklärt, wodurch der Entscheid zur Listenverbindung sowohl mit der Alliance als auch mit der GP aufgehoben wurde.³²

WAHLEN
DATUM: 17.10.1993
MATTHIAS RINDERKNECHT

Durch diesen Alleingang verlor die SP bei den Wahlen sechs ihrer 21 Mandate und über 5% Wähleranteil. Auch die Grünen mussten einen Verlust von fünf Sitzen sowie eine Einbusse von über 4% Wähleranteil hinnehmen. Mit 7,9% der Stimmen schaffte die GP das Quorum von 7% nur noch knapp. Von diesen Verlusten konnte die **"Alliance de gauche"** als linke Sammelbewegung mit der PdA an der Spitze profitieren. Sie erhielt 21 Sitze und 19% Wähleranteil (PdA 1989: 8 Sitze, 8,0% Wähleranteil). Damit erhöhte der rot-grüne Block seine Vertretung um insgesamt zwei Sitze auf 44. Die bürgerliche "Entente", zusammengesetzt aus FDP, CVP und LP, legte insgesamt sieben Mandate zu und erreichte mit 56 von hundert Sitzen eine komfortable Mehrheit in der Legislative. Innerhalb der Entente gewannen die LP fünf und die FDP zwei Sitze hinzu, während die CVP mit 14 Mandaten stagnierte. Die insgesamt neun **Sitzgewinne des bürgerlichen und rot-grünen Lagers gingen alle auf Kosten des rechtsnationalistischen, aus der früheren Vigilance entstandenen "Mouvement patriotique genevois (MPG)"**, welches nicht mehr als eigene Liste, sondern zusammen mit der SVP erfolglos unter dem Listennamen "Unis pour Genève" antrat. Als Konkurrenz vor allem zur CVP, teilweise aber auch zum radikal-liberalen Lager kandidierte erstmals eine rechtsbürgerliche Liste namens "Défi – pour une économie forte et imaginative", die aus Kreisen des Gewerbes und der Auto-Partei entstanden war. Mit 3,2% Wähleranteil blieb aber auch sie chancenlos. Der Frauenanteil stieg von 32 auf 36%, wobei die weibliche Vertretung wiederum bei der SP am höchsten ausfiel (60%). Von allen kantonalen Parlamenten blieb damit dasjenige Genfs das frauenfreundlichste.³³

WAHLEN
DATUM: 30.12.1993
MATTHIAS RINDERKNECHT

Die Gesamterneuerungswahlen für fünf Kantonalparlamente (AG, GE, NE, SO, VS) konnten gewisse Tendenzen, welche sich in den Vorjahren abgezeichnet hatten, bestätigen; sie lassen sich indessen nicht in jedem Fall eindeutig interpretieren, da zum Teil gegenläufige Bewegungen festzustellen sind. Bei den bürgerlichen Parteien wurde der **Aufwärtstrend der FDP** teilweise bestätigt; sie verlor zwar im Kanton Aargau vier Sitze, insgesamt gewann sie jedoch fünf Mandate hinzu. Die SVP trat nur im Kanton Aargau an, wo sie zwei Sitzgewinne verzeichnete. Der Abwärtstrend der CVP wurde auch im Berichtsjahr mit dreizehn Sitzverlusten (inkl. Junge CVP im Aargau) klar bestätigt. Bei der SP konnte nur in der Deutschschweiz ein Aufschwung festgestellt werden. In der Romandie, insbesondere im Kanton Genf, war eine verstärkte Polarisierung zwischen den Extremen zu Lasten der SP feststellbar, während in Neuenburg ein Rechtsrutsch stattfand. Wie schon im Vorjahr setzte sich die Erosion der Grünen Partei sowohl in der Deutschschweiz als auch in der Romandie fort, wobei die Verluste im Kanton Genf am empfindlichsten waren. Bei den kleineren Parteien waren nur geringfügige Verschiebungen festzustellen, ausser bei der Genfer PdA, welche sich zu einem breiteren linksalternativen Sammelbecken entwickelt hat, und der Auto-Partei im Kanton Aargau, die sich mit sieben Mandatsgewinnen als mittelgrosse Kraft mit 19 Sitzen und 9,4% Wähleranteil etablierte.

Spektakulär war der Zuwachs des Frauenanteils, insbesondere in den Parlamenten der Kantone Solothurn und Neuenburg, in welchen sich die Frauenvertretung verdreifachte resp. verdoppelte. Die starke Zunahme konnte teilweise auf die Umstände der Bundesratsersatzwahl, bei welcher die sozialdemokratische Kandidatin Christiane Brunner von der Bundesversammlung nicht gewählt worden war, zurückgeführt werden. Insgesamt waren von 689 in fünf Kantonen gewählten Parlamentsmitgliedern 195 Frauen

(28,3%). Am frauenfreundlichsten aller Kantone wählte der Kanton Genf mit einem Anteil von 36%, gefolgt vom Kanton Solothurn mit 34,7%. Unter den bürgerlichen Parteien konnte die CVP am meisten Frauen in ihre Parlamentsvertretungen schicken. Nach wie vor an der Spitze lag die SP, welche mit bis zu knapp 66% Frauenanteil (AG) in den Parlamenten repräsentiert ist.

WAHLEN

DATUM: 01.01.1994
EVA MÜLLER

Bei den Gesamterneuerungswahlen für acht Kantonalparlamente (BE, GL, GR, JU, NW, OW, VD, ZG) kam es nur zu **leichten Sitzverschiebungen**. Die **FDP** und die **SVP** konnten mit fünf, respektive drei **Sitzgewinnen** ihren Aufwärtstrend insgesamt leicht fortsetzen, wobei dieser in den verschiedenen Kantonen nicht einheitlich verlief. In Zug, wo die SVP zum ersten Mal antrat, erreichte sie auf Anhieb Fraktionsstärke. Die **CVP konnte ihre Erosion bremsen** und büsste gesamtschweizerisch - vor allem dank fünf Sitzgewinnen in Ob- und Nidwalden - nur einen Sitz ein, wobei sie in Zug mit drei Sitzen die meisten Mandate verlor. Die SP konnte im Kanton Waadt drei Sitze dazugewinnen, büsste aber insgesamt vier Sitze ein. Gleich sechs Mandatsverluste und somit den grössten Aderlass musste die Grüne Partei hinnehmen, wobei die Verluste im Kanton Bern mit vier Sitzeinbussen am empfindlichsten waren. Dafür konnte im Kanton Bern die Auto-Partei (neu Freiheits-Partei) fünf Sitze dazugewinnen.

Sehr ausgeprägt bestätigte sich auch dieses Jahr der **Zuwachs des Frauenanteils** in den Kantonalparlamenten. Während in Bern 16 Frauen neu ins Parlament einzogen, waren es im Kanton Waadt und im Graubünden je 10, was im Graubünden einer Verdoppelung des Frauenanteils gleichkommt. (Der Vergleich basiert auf den kantonalen Wahlen 1990. Später ins Parlament nachrutschende bzw. zurücktretende Frauen wurden nicht berücksichtigt.) Obwalden und Nidwalden konnten ihren Frauenanteil ebenfalls fast verdoppeln. Lediglich im Kanton Jura blieb der Frauenanteil konstant. Insgesamt waren **in den acht Kantonen von 855 gewählten Parlamentsmitgliedern 169 Frauen (19,8%)**, wobei die SP mit 50 einmal mehr am meisten Frauen in die kantonalen Legislativen schickte. Gesamtschweizerisch lag der Frauenanteil in den kantonalen Parlamenten Ende 1994 bei 21% (1993: 19,1%), wobei sich Genf mit 36% weiterhin an der Spitze befindet. Glarus bildet mit 7,5% das Schlusslicht.

Deutlich manifestierte sich auch im Berichtsjahr eine **sinkende Wahlbeteiligung**, ein Trend, von dem lediglich der Kanton Waadt leicht abwich. Im Kanton Baselland, wo es sechs zusätzliche Mandate im Landrat zu verteilen gab, fanden Ergänzungswahlen statt.

WAHLEN

DATUM: 06.03.1994
EVA MÜLLER

Im 200köpfigen Grossen Rat des Kantons Waadt behielten die **Bürgerlichen** trotz **leichten Sitzverlusten** eine solide Mehrheit von 128 Sitzen. Die mächtigste Waadtländer Partei, die FDP, verlor drei Sitze, die Liberalen einen Sitz. Der CVP gelang es nicht, ihren Wählerschwund einzudämmen: Ihre Delegation reduzierte sich um die Hälfte auf zwei Sitze. Die SVP konnte als einzige bürgerliche Partei Mandate zulegen (+2). Gewinne machten vor allem die **SP und die PdA** mit je drei zusätzlichen Sitzen. Die Kommunisten, die vor acht Jahren noch von einer Elimination bedroht waren, konnten ihre Delegation somit fast verdoppeln. Hingegen mussten die Grünen zwei Sitze abgeben. Insgesamt hat die links-grüne Minderheit vier Grossräte dazugewonnen. Wiederum konnten auch die Frauen zulegen; sie verbesserten den Frauenanteil um zehn auf neu 41 Grossrätinnen.³⁴

WAHLEN

DATUM: 13.03.1994
EVA MÜLLER

Im Nidwaldner Landrat konnte die **CVP** mit drei Sitzgewinnen die **absolute Mehrheit zurückerobern** und hält nun 33 der 60 Sitze. Ein Sitzgewinn ging auf Kosten der Liberalen (fdp), die anderen zwei auf Kosten der rot-grünen Oppositionspartei Demokratisches Nidwalden, die neu nur noch sechs Mitglieder stellt. Deren Kampf gegen die Nagra-Endlagerpläne am Wellenberg, vorab aber die Kritik an der Exportpolitik der Pilatus-Flugzeugwerke, wurden vom Stimmvolk nicht honoriert. Die Frauen, allesamt bürgerlich, konnten ihre Sitzzahl um sechs auf 13 erhöhen.³⁵

WAHLEN
DATUM: 22.03.1994
EVA MÜLLER

Im Baselbiet wurde der Landrat mit sechs **Laufentaler Sitzen** von 84 auf 90 Sitze aufgestockt. Dabei war der Wahlausgang geprägt vom jahrelangen und ziemlich ausgeglichenen Kampf um die Kantonszugehörigkeit des Laufentals: **Pro-Berner und Pro-Baselbieter erhielten je drei Sitze**. Bei einer Stimmbeteiligung von 49% ging die Liste der FDP und Proberner (VBL) dank eines Restmandats mit drei Sitzen als klarer Sieger der Ergänzungswahlen hervor, die basellandfreundlichen Freisinnigen gingen leer aus. Zwei Mandate gingen an die CVP, lediglich eines an die SP. Keinen Erfolg erzielen konnten die im Laufental neu gegründete SVP und die SD. Leer gingen auch die Frauen aus; sämtliche neuen Sitze gingen an Männer.³⁶

WAHLEN
DATUM: 27.03.1994
EVA MÜLLER

Im 55köpfigen Obwaldner Kantonsrat konnte die **CVP** mit neu 37 Sitzen zwei Mandate hinzugewinnen; zehn ihrer Abgeordneten gehören dem christlich-sozialen Flügel an. Innerhalb der Fraktion kam es insofern zu einer Gewichtsverschiebung, als die CVP einen Sitz einbüsste und die **CSP** drei Sitze hinzugewinnen konnte. Die CVP allein verlor damit ihre absolute Mehrheit. Die Liberalen (FDP) konnten ihre Sitze halten, das Demokratische Obwalden verlor einen der bisher fünf Sitze. Die Auto-Partei, die zum zweiten Mal antrat, konnte ihren Wähleranteil von 0,2% im Jahre 1990 nicht erhöhen. Fast verdoppeln konnten die **Frauen** ihren Anteil mit neu elf Kantonsrätinnen. Die Stimmbeteiligung von 43% fiel für Obwaldner Verhältnisse tief aus.³⁷

WAHLEN
DATUM: 17.04.1994
EVA MÜLLER

Bei der Wahl des 200köpfigen Berner Grossrats konnten die **Parteien des rechten Spektrums** zulegen: die Auto-Partei (heute Freiheits-Partei) erzielte mit einem aggressiven Wahlkampf fünf Sitzgewinne und hält neu sechs Mandate, die Eidgenössisch-Demokratische Union erzielte einen Sitzgewinn. Trotz Gewinnen am rechten Rand dürften sich die politischen Gewichte jedoch nur geringfügig verschieben: die klar dominierenden bürgerlichen Parteien SVP (71) und FDP (35) gehen mit unveränderter Sitzzahl in die nächste Legislatur und behalten so eine Mehrheit von 106 Sitzen. Die SP bleibt trotz drei Sitzverlusten mit 54 Mandaten die zweitgrösste Partei im Grossen Rat. Über die Klinge springen musste jedoch als prominentestes Opfer der SP der noch amtierende Grossratspräsident Peter Bieri. Die Schweizer Demokraten, der LdU und die CVP verloren je einen Sitz. Die EVP konnte drei Sitze dazugewinnen, das Grüne Bündnis zwei. Vier Sitze verloren dafür die in der GPS organisierten Grünen: die Grüne Partei Bern ist neu nicht mehr im Parlament vertreten, während Junges Bern/Freie Liste noch auf zehn (-2) Mandate kommt. Eigentliche Gewinnerinnen dieser Kantonalwahlen waren die **Frauen**, welche 16 Grossratsmandate zulegen konnten und nun 51 von 200 Sitzen stellen. Unter den 21 abgewählten Grossräten befand sich keine einzige Frau.³⁸

WAHLEN
DATUM: 01.05.1994
EVA MÜLLER

Im 120köpfigen Bündner Grossen Rat kam es, wie das Majorzsystem erwarten liess, zu keinen grossen parteipolitischen Verschiebungen. Die **Bürgerlichen dominieren** in Graubünden **fast unverändert**, wobei die zwei stärksten Parteien SVP und CVP je einen Sitz einbüssten; die FDP realisierte zwei Gewinne. Die CSP und die DSP konnten ihre Sitze halten, die SP verlor einen Sitz. Nicht mehr im Parlament vertreten sind die Unabhängige Demokratische Partei Davos und die Linke Alternative. Gut schnitten die Frauen ab: der Frauenanteil erfuhr mit neu 18 Kantonsrätinnen eine Verdoppelung.³⁹

WAHLEN
DATUM: 29.05.1994
EVA MÜLLER

Bei den Landratswahlen im Kanton Glarus konnte die **FDP** als einzige Partei ihre Sitzzahl vergrössern (+4). Die Gewinne gingen auf Kosten der SVP (-1) und der SP (-1). Zwei lokale Gruppierungen, die Freie Liste Mitlödi und Junge Biltner, die 1990 je einen Sitz gewannen, traten nicht mehr an. Die CVP und die Grünen konnten ihre Sitze im 80köpfigen Landrat verteidigen. Mit neu sechs Landrätinnen bleiben die Frauen in Glarus weiterhin stark untervertreten. Wiesen 1990 die Kantone Schwyz und Appenzell Innerrhoden noch einen geringeren Frauenanteil auf, so verzeichnete Glarus Ende 1994 **gesamtschweizerisch den geringsten Frauenanteil**.⁴⁰

WAHLEN
DATUM: 23.10.1994
EVA MÜLLER

Das jurassische Stimmvolk entschied sich bei den Parlamentswahlen für **stabile Verhältnisse**. Im sechzigköpfigen Parlament kam es nur gerade zu einer Sitzverschiebung: Die CVP gewann einen Sitz und konnte ihre Sitzzahl von 21 auf 22 erhöhen, während die linksgrüne Gruppierung Combat socialiste einen ihrer drei Sitze verlor. Die FDP mit 15, die SP mit 12, die CSP mit 8 und die SVP mit einem Sitz verfügen über eine unveränderte Sitzzahl. Die Grünen, die erstmals antraten, schafften den Sprung ins Parlament nicht. Der Frauenanteil blieb mit 13,3% unverändert.⁴¹

WAHLEN
DATUM: 13.11.1994
EVA MÜLLER

Bei den Zuger Kantonalwahlen bestätigte sich der **Rechtstrend** der wenige Wochen zuvor abgehaltenen Gemeindewahlen. Zu den Siegern gehören mit je drei Sitzgewinnen die FDP und die erstmals kandidierende SVP, die auf Anhieb in Fraktionsstärke (drei Sitze) in den achzigköpfigen Kantonsrat einziehen konnte. Die grössten Verluste erlitt mit drei Sitzen die CVP, während die SP zwei Sitze abgeben musste. Die Sozialistisch-Grüne Alternative (SGA) verlor einen ihrer vier Sitze. Die Frauen kamen mit acht zusätzlichen Mandaten neu auf 21 Sitze.⁴²

WAHLEN
DATUM: 07.10.2018
MARLÈNE GERBER

Am Zuger «Super Sunday», dem 7. Oktober 2018, bestellte der **Kanton Zug** neben der Regierung und den Gemeindebehörden auch den **Kantonsrat** neu. Der 80-köpfige Kantonsrat wird dabei in allen 11 Wahlkreisen nach dem Proporzsystem gewählt, wobei die Mandatzuteilung seit 2014 nach dem Doppelten Pukelsheim erfolgt. Insgesamt stellten sich 267 Kandidierende zur Wahl (2014: 246), davon 30.3% Frauen (2014: 26%). 63 bisherige Kantonsrätinnen und Kantonsräte traten zur Wiederwahl an. Während in den Wahlkreisen Oberägeri, Menzingen, Cham, Hühnenberg und Walchwil alle Bisherigen erneut kandidierten, gab es in den restlichen sechs Kreisen für mindestens je einen Sitz eine Vakanz. Im Wahlkreis Zug kandidierten von den 19 Bisherigen gar nur deren 12 erneut, ähnliche Verhältnisse lagen in Baar vor (11 von 15).

Generell fanden die Zuger Kantonsratswahlen im Schatten der Regierungswahlen und der dort virulenten «Villiger-Affäre» statt. Wahlkampfpräsenz verschaffte sich die Frauenzentrale Zug, die mit ihrer Plakatkampagne «Es braucht beide!» und einer eigenen, zur Präsentation der Kandidatinnen eingerichteten Webseite darauf aufmerksam machen wollte, dass Frauen im Vergleich zu ihrer Bevölkerungsstärke in der Politik noch immer stark untervertreten sind. Doch auch diese Diskussion wurde im Wahlkampf in erster Linie mit Blick auf die (fehlende) Frauenvertretung in den Exekutivämtern auf lokaler und kantonaler Ebene geführt.

Die Gewinnerinnen und Gewinner der Kantonsratswahlen fanden sich im linken Lager. Die grössten Sitzgewinne verzeichnete die SP (+2), womit sie neu mit 9 Parlamentarierinnen und Parlamentariern im Rat vertreten war. Um einen Sitz legten die Alternative – die Grünen (ALG) zu, die neu 11 Mandate im Kantonsrat hielten. Für die beiden linken Parteien war der Schachzug, in mehr Gemeinden zu kandidieren als bei den vorangegangenen Wahlen, somit aufgegangen. Die drei grossen bürgerlichen Parteien verloren hingegen je einen Sitz und stellten neu 21 (CVP), 17 (FDP) und 18 Mandate (SVP). Die CVP verblieb somit stärkste Partei. Die GLP konnte ihre 4 Sitze unverändert halten, verpasste damit aber erneut Fraktionsstärke. Alles in allem blieben die Mehrheitsverhältnisse im Kantonsrat also trotz kleiner Sitzrochaden unangetastet und die Euphorie bei den Siegern blieb gedämpft, was auch von der Tatsache herrührte, dass die Zuger Exekutive in der Legislatur 2019-2022 neu ohne linke Vertretung regieren wird.

Einen zusätzlichen Sitzverlust musste die FDP hingegen kurz nach den Wahlen im Wahlkreis Walchwil einstecken. Dort kam es nämlich im Februar 2019 zu einer Ergänzungswahl, da dem gewählten Kantonsrat Florian Weber (fdp) am Super Sunday auch der Einzug in den Regierungsrat gelungen war und die FDP Walchwil bei den Kantonsratswahlen lediglich eine Einerliste präsentiert hatte. Mit einem knappen Vorsprung von 527 zu 517 Stimmen setzte sich der Sozialdemokrat Guido Suter gegen den freisinnigen Christophe Lanz durch.

Von den 63 wieder angetretenen Kantonsrätinnen und Kantonsräten verpassten insgesamt deren 11 die Wiederwahl. Darunter befindet sich mit Beat Sieber ein Chamer Kantonsrat, der während der zur Neige gehenden Legislatur von der FDP zur SVP gewechselt hatte. Die FDP konnte diesen verlorenen Sitz im Wahlkreis Cham zurückerobern. Ebenfalls nicht wiedergewählt wurden mit Marcel Peter (fdp), Daniel Marti (glp), Sepp Grob (cvp), Remo Peduzzi (cvp) und Fabian Freimann (sp) fünf Bisherige, die erst im Verlaufe der vergangenen Legislatur ins Parlament nachgerutscht

waren. Die 13 Kantonsrätinnen, die erneut kandidierten, wurden alle wiedergewählt. Insgesamt schafften 23 Frauen und 57 Männer den Einzug ins kantonale Parlament, womit der Frauenanteil im Zuger Kantonsrat neu 27.5% beträgt. Die Stimmbeteiligung betrug 43.5% (2014: 42.9%).⁴³

Wahlen in kantonale Regierungen

WAHLEN
DATUM: 16.02.1992
MATTHIAS RINDERKNECHT

Für die siebenköpfige Regierung des Kantons Basel-Stadt, für die zwei Bisherige nicht mehr kandidierten, stellten sich insgesamt sechzehn Kandidaten und Kandidatinnen zur Verfügung. Im ersten Wahlgang wurden überraschend die beiden Neuen, Christoph Stutz (cvp), der Eugen Keller ersetzte, sowie Jörg Schild (fdp), Nachfolger von Kurt Jenny, gewählt. Im Amt bestätigt wurden Polizeidirektor Karl Schnyder (dsp) und Erziehungsdirektor Striebel (fdp). Die Tatsache, dass von fünf Bisherigen drei Regierungsräte in den zweiten Wahlgang steigen mussten, **zeigte, wie umstritten die Politik der Basler Regierung in der letzten Legislaturperiode war.** Der liberale Justizdirektor Facklam verzichtete in der Folge auf eine Teilnahme am zweiten Wahlgang und machte den Weg frei für seinen parteiinternen Herausforderer Ueli Vischer. Im zweiten Wahlgang (52,8% Beteiligung) schied der sozialdemokratische Sanitätsdirektor Gysin, welcher schon im ersten Durchgang erst an achter Stelle plaziert war, als überzählig aus und musste sein Mandat der Parteikollegin, VPOD-Sekretärin Veronica Schaller, überlassen, womit erstmals eine Frau in der Basler Regierung vertreten ist. Hinter Vischer und Schaller kam der bisherige Volkswirtschaftsdirektor Feldges (sp) an letzter Stelle zu stehen. Die parteipolitische Zusammensetzung blieb gleich wie in der letzten Legislaturperiode.⁴⁴

WAHLEN
DATUM: 16.02.1992
MATTHIAS RINDERKNECHT

Alle sieben von den Sankt Galler Regierungsparteien CVP, FDP und SP in einem gemeinsamen Vorschlag portierten Kandidaten sind im ersten Wahlgang gewählt worden. Damit hat die seit über 60 Jahren geltende Zauberformel (drei CVP, drei FDP und ein SP) weitere vier Jahre Bestand. Die beiden Neugewählten, Walter Kägi (fdp) – Nachfolger von Willi Geiger – sowie der bisherige Grossratspräsident Peter Schönenberger (cvp), als Ersatz für Paul Gemperli gewählt, erreichten die Plätze drei und fünf. Obwohl die Auto-Partei bei den Parlamentswahlen sehr erfolgreich gewesen war, verzichtete sie darauf, einen eigenen Kandidaten aufzustellen. Die Wahlbeteiligung betrug nur 34,3%.⁴⁵

WAHLEN
DATUM: 16.02.1992
MATTHIAS RINDERKNECHT

Die vor den Thurgauer Grossratswahlen stattfindende Wahl der Regierung brachte **keine Änderung in der parteipolitischen Zusammensetzung.** Für den altershalber zurücktretenden Erziehungs- und Gesundheitsdirektor Haffter (fdp) wurde der FDP-Fraktionspräsident im Grossen Rat, Hermann Lei, der als einziger kandidierte, gewählt. Damit übernahm zum dritten aufeinanderfolgenden Mal ein freisinniger Gemeindeammann von Weinfelden einen Regierungssitz. Die vier übrigen Räte, Bürgi und Fischer von der SVP, Schmidli (sp) sowie Stähelin (cvp) wurden alle bestätigt.⁴⁶

WAHLEN
DATUM: 30.08.1992
MATTHIAS RINDERKNECHT

Spannungslos und ohne Überraschungen verlief die Bestätigung der fünf bisherigen Regierungsräte im Kanton Schaffhausen, da **weder Demissionen noch Kampfkandidaten** angesagt waren. Ein besonderes Merkmal dieser Wahlen bestand in der Tatsache, dass die Mehrheit der Stimmzettel (über 58%) leer oder ungültig eingegeben wurde. Das beste Resultat erzielte Ernst Neukomm (sp). Die Beteiligung sank von 68,2% bei den letzten Wahlen auf 60,2%.⁴⁷

WAHLEN
DATUM: 20.12.1992
MATTHIAS RINDERKNECHT

Bei der Gesamterneuerungswahl der fünfköpfigen Aargauer Regierung, welche seit 1988 nicht mehr im selben Jahr wie die Parlamentswahlen stattfindet, kämpften sieben Kandidaten und eine Kandidatin um die Wählergunst. Die frei werdenden Sitze der zwei zurücktretenden Regierungsräte, Rickenbach (fdp) und Schmid (sp), liessen eine **Konkurrenzsituation innerhalb der bürgerlichen Parteien** entstehen, da die SVP einen zweiten Sitz forderte. Ausserdem stellte die Auto-Partei, welche über 13,2% Wähleranteil verfügt, National- und Grossrat Moser als Kampfkandidat gegen den sozialdemokratischen Bewerber auf, der den seit 1985 einzig verbliebenen Sitz seiner Partei verteidigte. Im ersten Wahlgang schafften die drei Bisherigen Wertli (cvp), Siegrist (svp), Pfisterer (fdp) sowie Nationalrat Silvio Bircher (sp), Nachfolger für den

bisherigen Erziehungsdirektor Schmid, das absolute Mehr. (Für Bircher rückte der 1991 abgewählte Zbinden in den Nationalrat nach.) Die **hohe Stimmbeteiligung von 59,9% war unter anderem darauf zurückzuführen, dass die Wahlen gleichzeitig mit der Abstimmung über den Beitritt zum EWR stattfanden.** Im zweiten Wahlgang gelang es der freisinnigen Kandidatin Stéphanie Mörikofer, den zweiten Sitz der FDP gegen die Bewerber der SVP und EVP sowie gegen den wild kandidierenden und von der Auto-Partei unterstützten Luzi Stamm (fdp) zu verteidigen. Die als erste Frau in die Aargauer Regierung gewählte Kandidatin distanzierte ihren Herausforderer aus der SVP mit über 14'000 Stimmen klar. Wie üblich in zweiten Wahlgängen fiel die Stimmbeteiligung mit 22% sehr gering aus.⁴⁸

WAHLEN
DATUM: 30.12.1992
MATTHIAS RINDERKNECHT

Insgesamt ergaben sich bei den Wahlen für kantonale Regierungen **keine Veränderungen der parteipolitischen Zusammensetzung.** Die Frauen befanden sich im Vormarsch und konnten erstmals in den Kantonen Basel-Stadt, Aargau und Obwalden in die Regierung einziehen. Damit besetzen in neun Kantonen (AG, BE, BS, FR, LU, OW, SO, SZ, ZH) Frauen je einen Regierungssitz.

WAHLEN
DATUM: 30.12.1993
MATTHIAS RINDERKNECHT

Bei den **Wahlen in die Kantonsregierungen** erlitten die links-grünen Kräfte Niederlagen in den Kantonen Genf, wo die Linke gänzlich aus der Exekutive verdrängt wurde, und Neuenburg, wo die bis 1989 geltende Formel der parteipolitischen Zusammensetzung der Regierung wieder hergestellt wurde. Die Walliser Regierung blieb parteipolitisch gleich zusammengesetzt, im Kanton Solothurn blieb sogar die personelle Besetzung unverändert. Erstmals ist in Genf eine Frau in der Exekutive vertreten. Bis Ende des Berichtsjahres waren damit von 166 kantonalen Exekutivämtern elf (6,6%) von Frauen besetzt.

WAHLEN
DATUM: 01.01.1994
EVA MÜLLER

Bei den Wahlen in die Kantonsregierungen kam es parteipolitisch in **vier Kantonen** zu einer **neuen Zusammensetzung:** In Glarus konnte die SP der CVP einen Regierungssitz wegnehmen, in Baselland gewann die CVP einen Sitz auf Kosten der SVP. Im Waadt verlor die FDP einen Sitz zugunsten der Grünen, während im Jura der Combat socialiste und die CSP ausschieden und der FDP und der SP den Wiedereintritt in die Regierung ebneten. Auffällig ist die **Nichtbestätigung** gleich **dreier bisheriger Regierungsmitglieder:** Jules Landolt (cvp, GL), Odile Montavon (combat socialiste, JU) und Philippe Pidoux (fdp, VD) wurden nicht wiedergewählt. Deutlich ist auch die **Zunahme des Frauenanteils** in den Exekutiven: Baselland und Zug wählten ihr erstes weibliches Regierungsmitglied, während Appenzell Ausserrhodens auf Anhieb zwei Frauen in die Regierung schickte und damit dem Beispiel des Kantons Bern folgte, der mit Elisabeth Zölch ebenfalls eine zweite Frau in die Regierung gewählt hat. Bis Ende des Berichtsjahres waren damit von 166 kantonalen Exekutivämtern 16 (9,6%) von Frauen besetzt (1993: 11; 6,6%).

WAHLEN
DATUM: 17.04.1994
EVA MÜLLER

Im Kanton Bern waren nach den Rücktritten der Regierungsräte Siegenthaler und Augsburgsberger (beide svp), dem seine Partei nicht zuletzt wegen den Milliardenverlusten der Kantonalbank das Vertrauen entzogen hat und der sich schliesslich gegen eine wilde Kandidatur entschloss, zwei Regierungssitze neu zu besetzen. Dabei hat sich das **traditionelle Wahlbündnis** zwischen **SVP und FDP** ein weiteres Mal **bewährt:** die fünf Kandidaten auf der gemeinsamen Liste wurden mit klarem Vorsprung auf die zwei Sozialdemokraten gewählt. Die Regierung setzt sich nun weiterhin aus drei SVP-Mitgliedern, zwei Freisinnigen und zwei Sozialdemokraten zusammen: Mit dem Spitzenresultat wiedergewählt wurde der Vertreter des Berner Juras, Mario Annoni (fdp), der sich als Jura-Vermittler profiliert hatte, gefolgt von SVP-Nationalrätin Elisabeth Zölch. Mit ihr verfügt nun auch die SVP - als letzte Bundesratspartei - über eine Regierungsrätin. Wiedergewählt wurden auch Peter Schmid (svp) und Peter Widmer (fdp). Dazu kommt neu Oberzolldirektor Hans Lauri (svp), womit die SVP erstmals ohne Landwirt in der Regierung vertreten ist. Das Wahlziel klar verfehlt haben die SP und die zur GPS gehörende Freie Liste, die mit Unterstützung des Landesrings und der links-grünen Parteien die Mehrheit in der bernischen Regierung anstrebten. Gewählt wurden auf der rot-grünen Vierer-Liste lediglich die beiden bisherigen SP-Regierungsratsmitglieder Dori Schaer und Hermann Fehr, während Nationalrat Ruedi Baumann (fl) die Wahl knapp und Ruth-Gaby Vermot (sp) deutlich verfehlte. Weit abgeschlagen landeten die Kandidaten der EVP, EDU, SD und der Auto-Partei. Mit

Elisabeth Zölch und Dori Schaer sitzen **erstmalig zwei Frauen** in einer Kantonsregierung.⁴⁹

WAHLEN
DATUM: 24.04.1994
EVA MÜLLER

Fünf Jahre nach Einführung des Frauenstimmrechts wählte **Ausserrhoden** – als zweiter Kanton nach Bern – gleich **zwei Frauen** in die Regierung. Während die fünf Bisherigen an der Landsgemeinde problemlos ihre Wiederwahl schafften, bewarben sich insgesamt sechs Kandidaten für die freiwerdenden Sitze von Hans Ueli Hohl und Alfred Stricker (beide fdp), darunter auch erstmals die kleinen Parteien CVP und SVP. Mit Marianne Kleiner (fdp) und der ebenfalls von der FDP portierten Alice Scherrer (parteilos) schafften die beiden weiblichen Kandidaten den Sprung in den Regierungsrat, zumal sie auch von der SP und dem Bunten Ausserrhoden Unterstützung erhielten. Ausserrhoden ist damit der erste Ostschweizer Kanton, in dem Frauen Einzug in die Exekutive hielten.⁵⁰

WAHLEN
DATUM: 24.04.1994
EVA MÜLLER

In **Innerrhoden** wurden bei den jährlich stattfindenden Regierungswahlen an der Landsgemeinde sämtliche neun CVP-Regierungsräte bestätigt.⁵¹

WAHLEN
DATUM: 06.11.1994
EVA MÜLLER

Im Jura mussten die letzten Minister der ersten Stunde, François Lachat (cvp), Pierre Boillat (cvp) und Jean-Pierre Beuret (unabh. csp) wegen der **Amtszeitbeschränkung** ausscheiden. Zudem galt es für die FDP und die SP, ihre im Vorjahr bei Ergänzungswahlen verlorenen Sitze zurückzuerobern. Im ersten Durchgang schaffte keiner der 19 Kandidierenden das absolute Mehr für einen der fünf Regierungssitze, wobei mit drei CVP- und einem FDP-Vertreter die Bürgerlichen die Rangliste anführten. Bereits wurde über eine rein bürgerliche Regierung nach dem Vorbild Genfs spekuliert, was der zweite Wahlgang aber nicht bestätigte: Mit dem zweitbesten Resultat konnte sich der Sozialdemokrat Claude Hêche durchsetzen. Mit drei gewählten Kandidaten, dem Bisherigen Pierre Kohler sowie den Neuen Jean-François Roth und Gérald Schaller, eroberte die **CVP das absolute Mehr** in der Regierung. Die Freisinnigen konnten ihren 1993 verlorenen Sitz mit einer Frau, Anita Rion, zurückgewinnen, verpassten aber ihr Ziel einer Zweiervertretung knapp. Nicht wiedergewählt wurde Odile Montavon von der linksgrünen Gruppierung Combat socialiste, die 1993 bei den Ergänzungswahlen als erste Frau in die jurassische Regierung gewählt worden war.⁵²

WAHLEN
DATUM: 13.11.1994
EVA MÜLLER

Der Zuger Regierungsrat setzt sich weiterhin aus drei CVP-Vertretern sowie aus zwei Freisinnigen und je einem SP- bzw. SGA-Mitglied zusammen. **Alle fünf wieder kandidierenden Regierungsräte wurden bestätigt:** Robert Bisig (cvp) mit dem Spitzenresultat, Walter Suter (cvp), Paul Twerenbold (cvp), Hanspeter Uster (sga) und Urs Birchler (sp). Neu gewählt wurden als Nachfolger von Andreas Iten und Urs Kohler (beide fdp) die Freisinnigen Peter Bossard und Ruth Schwerzmann. Damit nimmt auch in der Zuger Exekutive **erstmalig eine Frau** Einsitz.⁵³

Kantonale Ersatzwahlen

WAHLEN
DATUM: 26.04.1992
MATTHIAS RINDERKNECHT

Die Obwaldner Landsgemeinde hat mit Maria Küchler-Flury (cvp) als Nachfolgerin für den zurückgetretenen Landammann Alexander Höchli die **erste Frau in den Regierungsrat gewählt**. Die übrigen Regierungsräte wurden alle bestätigt.⁵⁴

WAHLEN
DATUM: 17.05.1992
MATTHIAS RINDERKNECHT

Für den aus gesundheitlichen Gründen zurückgetretenen (und kurz nach der Ersatzwahl verstorbenen) René Bärtschi (sp) wurde **Dori Schaer-Born (sp) bei einer Wahlbeteiligung von 34,1 % in die Berner Regierung gewählt**. Nach Leni Robert ist damit zum zweiten Mal eine Frau in die Berner Kantonsregierung gewählt worden. Sie distanzierte ihre Herausforderer von der Auto-Partei und der Eidgenössisch-Demokratischen Union – der Kandidat der EDU wurde auch vom kantonalen Gewerbeverband unterstützt – sehr deutlich.⁵⁵

WAHLEN
DATUM: 27.06.1993
MATTHIAS RINDERKNECHT

Bei den Ersatzwahlen für die zurückgetretenen jurassischen Regierungsräte Mertenat (sp) und Brahier (fdp) erreichte im ersten Wahlgang bei einer Beteiligung von nur 42,9% (1990: 1. Wahlgang: 61,6%) keiner der Kandidaten das absolute Mehr. Die beiden Kandidaten der SP und der FDP, Jacques Stadelmann und Ständerat Michel Flückiger, landeten hinter Odile Montavon von der links-grünen Organisation "Combat socialiste" und Pierre Kohler (Junge CVP). Im zweiten Wahlgang, bei welchem die Beteiligung 52,4% betrug, wurden überraschenderweise **beide Aussenseiter gewählt**. Der 29-jährige, auf einer freien Liste kandidierende Kohler erreichte mit einem Stimmenanteil von 45,5% das beste Resultat, während Odile Montavon, welche bei den letzten Gesamterneuerungswahlen im zweiten Wahlgang unterlegen war, an zweiter Stelle mit 37,9% der Stimmen gewählt wurde. Stadelmann und Flückiger erzielten nur 31,5% resp. 30,1%. Ohne eigene Kandidatur hat die CVP somit in der Regierung die Mehrheit erlangt, und anstelle der SP vertritt Combat socialiste, welcher im Parlament nur mit drei Sitzen repräsentiert ist, fortan die Anliegen der Linken. Mit Odile Montavon wurde zum ersten Mal eine Frau in die jurassische Regierung gewählt. Wiederum muss die ursprünglich antiseparatistische FDP, wie von Beginn der Kantonsgründung im Jahre 1978 bis 1986, auf eine Regierungsbeteiligung verzichten.⁵⁶

WAHLEN
DATUM: 27.03.1994
EVA MÜLLER

Nach einem Unterbruch von drei Jahren ist die **CVP wieder in der Regierung des Kantons Basel-Landschaft vertreten**. Elsbeth Schneider wurde mit 53,2% als erste Frau in die Baselbieter Exekutive gewählt und konnte den Sitz zurückerobern, den die CVP in den letzten Regierungswahlen an die FDP verloren hatte. Peter Holinger konnte den **Sitz des zurücktretenden Werner Spitteler für die SVP nicht verteidigen**. Diese schied somit aus der Regierung aus, für die sie seit 1950 ununterbrochen Mitglieder gestellt hatte. Das bevölkerungsreiche Unterbaselbiet, erstmals ist dazu auch das Laufental zu zählen, dominierte die Wahl klar und überstimmte die ländlichen, eher svp-orientierten Bezirke.⁵⁷

Kommunale Wahlen

WAHLEN
DATUM: 24.03.1991
MATTHIAS RINDERKNECHT

Nachdem die rechtsnationalistische Vigilance schon im Jahre 1990 bei den Genfer Grossratswahlen mehr als die Hälfte ihrer Sitze und Wähleranteile eingebüsst hatte, fiel sie nun bei den Stadtparlamentswahlen **unter das Quorum von 7% und verlor demzufolge sämtliche neun Sitze**. Auf gesamter Kantonebene gelang es den Vigilants nur in Lancy, zwei Gemeindeparlamentssitze zu verteidigen. Geschwächt wurde die Vigilance unter anderem durch die 1990 erfolgte Abwanderung eines Teils ihrer Vertreter in das "Mouvement patriotique genevois (MPG)". Von den neun Verlusten konnten sowohl das bürgerliche als auch das rot-grüne Lager profitieren, welche neu beide 40 Sitze im 80köpfigen Stadtparlament einnehmen. Im bürgerlichen Bündnis der "Entente" (FDP, LP, CVP) gewannen die Liberalen vier zusätzliche Mandate, während die CVP einen Sitz zulegte, die FDP dagegen einen verlor. Im rot-grünen Lager, der "Alternative 91" (SP, PdA, GP), profitierte vor allem die PdA, welche vier Sitze zulegen konnte und in der Wählergunst die FDP vom dritten Rang (hinter LP und SP) verdrängte. Die Sozialdemokraten gewannen ein Mandat während die Grünen stagnierten. Nach den internen Querelen bei den Vigilants hatte auch die AP einige Überläufer gewinnen können und kandidierte unter der Listenbezeichnung "Union pour la défense des libertés (UDL)", erzielte mit 1,7% Wähleranteil jedoch ein unerwartet schlechtes Resultat. In der Patt-Situation von 40 bürgerlichen gegen 40 rot-grüne Vertreter im Stadtparlament dürfte der christlichsoziale Flügel der CVP in bestimmten Sachvorlagen jeweils das Zünglein an der Waage spielen. Die Stimmbeteiligung erreichte mit 24,5% ein neues Rekordtief. Die Frauenvertretung stieg weiter auf 28 an und übertrifft mit 35% jene der in dieser Beziehung bisher führenden Stadt Zürich (32%).⁵⁸

WAHLEN
DATUM: 02.06.1991
MATTHIAS RINDERKNECHT

Die Wahl in den Grossen Stadtrat (Stadtparlament) von Luzern **bestätigte nur teilweise die Tendenzen, welche bei den Grossratswahlen** im Wahlkreis der Stadt Luzern vorherrschten: Einerseits konnte die SP – analog zu den Kantonswahlen – drei Mandatsgewinne verzeichnen und über 4% Wähleranteil zulegen, während andererseits die FDP – im Gegensatz zu den vorhergehenden kantonalen Wahlen – zwei Sitze einbüsste. Der CVP gelang es, ihre Sitzzahl zu halten. Das Grüne Bündnis, welches zur GPS gehört, verlor einen Sitz. Insgesamt erhöhte sich der Frauenanteil auf 30% (12 Sitze).

Bei der Wahl in die Stadtregierung unterlag die Herausforderin vom Grünen Bündnis,

Cécile Bühlmann, gegen den CVP-Kandidaten Franz Müller, der seinen zurückgetretenen Parteikollegen Armand Wyrsch in der Finanzdirektion ablöste. Bemerkenswert war die Tatsache, dass die Junge CVP zusammen mit der SP und der Frauenliste die grüne Kandidatin und nicht den Anwärter aus der eigenen Mutterpartei unterstützte. Am besten schnitten Paul Baumann und Stadtpräsident Franz Kurzmeyer (fdp) ab.⁵⁹

WAHLEN

DATUM: 01.01.1992
MATTHIAS RINDERKNECHT

Die Wahlen für die kommunalen Parlamente ergaben im bisher rot-grün dominierten **Biel** eine Wende zugunsten der bürgerlichen und rechtspopulistischen Parteien. In **Bern** erlangte das Bündnis "Rot-Grün-Mitte" die absolute Mehrheit. Sowohl in **St. Gallen** als auch in Bern und Biel konnte das rechtsnationalistische und populistische Lager zulegen. In Bern hat der Rot-Grün-Mitte-Block ebenfalls in der Exekutive die Mehrheit erobert. In Biel gelang es der Auto-Partei, erstmals in einer grösseren Stadt einen Exekutivsitze zu erobern. Ebenfalls zum ersten Mal sind in zwei Städten (Bern und Biel) drei Frauen in der Regierung vertreten.

WAHLEN

DATUM: 06.09.1992
MATTHIAS RINDERKNECHT

Für die Wahl des 63köpfigen St. Galler Stadtparlamentes, des Grossen Gemeinderates, kandidierten auf dreizehn Listen insgesamt 302 Personen, darunter 126 Frauen (42 %). Die **CVP erlitt wie bei den Grossratswahlen erneut eine massive Einbusse** und setzte ihre 1980 begonnene Talfahrt fort. Sie verlor über 5,5% ihres Wähleranteils und vier ihrer 18 Sitze. Die FDP konnte ihren Bestand von ebenfalls 18 Mandaten halten. Auf der Verliererseite stand neben der CVP auch die Politische Frauengruppe; sie verlor zwei ihrer drei Sitze. Gewinne konnte hingegen vor allem das rechtsnationalistische und populistische Lager verbuchen: Einerseits hielten die Schweizer Demokraten mit zwei Sitzen Einzug ins Parlament, andererseits konnte die Auto-Partei ihre Position um zwei auf sieben Mandate ausbauen und erreichte 11,6% Wähleranteil. Mit je einem Sitzgewinn mussten sich die SP und die EVP zufrieden geben. Der Landesring konnte seine sieben Sitze halten. Der Frauenanteil erhöhte sich von 19% auf 25,4%; unter den grösseren Parteien erreichte die SP mit fünf Frauen von elf Mandaten die höchste Quote.⁶⁰

WAHLEN

DATUM: 06.12.1992
MATTHIAS RINDERKNECHT

Für die Wahlen in den 80 Sitze umfassenden Berner Stadtrat stellten sich 451 Personen auf 17 Listen (1988: 479 Personen auf 18 Listen) als Kandidaten oder Kandidatinnen zur Verfügung. Der Anteil der kandidierenden Frauen stieg von 36,8 auf 38,8%. Die SP, die drei grünen Formationen Grünes Bündnis, Grüne Partei und Junges Bern/Freie Liste, die Junge Alternative, die PdA sowie der Landesring und die EVP waren nicht nur eine Listenverbindung eingegangen, sondern hatten sich auch auf eine Wahlplattform geeinigt und mit der Bezeichnung «**Rot-Grün-Mitte**» einen gemeinsamen Wahlkampf geführt. Mit 42 von 80 Sitzen konnten sie die **absolute Mehrheit im Stadtrat (Parlament)** erobern. Die Sozialdemokraten gehörten mit drei Sitzgewinnen zu den Siegern dieser Wahlen; auch die EVP konnte ein Mandat zulegen. Innerhalb des grünen Lagers kam es zu Mandatsverschiebungen: Einerseits verloren die Grüne Partei und die Freie Liste je zwei Sitze, andererseits gewann das Grüne Bündnis zwei Mandate; mit einem Sitz neu im Rat ist die «Junge Alternative» (JA). Von den bürgerlichen Parteien verlor die FDP zwei Sitze und die CVP einen. Im rechtsnationalistischen Lager gehörten die Schweizer Demokraten mit drei Verlusten zu den Verlierern, während die mit ihnen verbundene Liste "Vertreter der Kleinverdiener/Rentner sprechen auch mit" neu mit zwei Sitzen ins Parlament einzog; die Auto-Partei konnte ihren Bestand um einen Sitz auf sechs erhöhen. Im langfristigen Vergleich seit 1980 gehören allerdings die Parteien des rechtsnationalistischen und populistischen Flügels mit einem Gewinn von rund 10% Wähleranteilen zu den Gewinnern, während sowohl die SP und die Parteien der Mitte als auch die bürgerlichen Parteien Verluste bis zu 5% Wähleranteilen hinnehmen mussten. Einen spektakulären Sprung nach vorn konnten die Frauen verzeichnen; mit 34 Mandaten erreichten sie einen Rekordanteil von 42,5%. Allein die SP besetzte 14 ihrer 23 Sitze (60,9%) mit Frauen; im Rot-Grün-Mitte-Block erhielten die Frauen 27 der insgesamt 42 Sitze, während auf der bürgerlichen und rechtsnationalistischen Seite sieben der 38 Sitze an Frauen gingen.⁶¹

WAHLEN
DATUM: 31.10.1993
MATTHIAS RINDERKNECHT

Im **Stadtparlament** von Lausanne konnten die **Parteien des rot-grünen Spektrums ihre knappe Mehrheit von vier Sitzen, welche sie 1989 gewonnen hatten, behaupten**. Geringere Verschiebungen ergaben sich bei den bürgerlichen Parteien, wobei die FDP ihre Position um zwei Sitze auf 27 verbessern konnte; bemerkenswert war allerdings ihr Zuwachs an Wählerstimmen in der Höhe von 5,5%. Die CVP und die Liberalen verloren hingegen je einen Sitz. Grössere Sitzverschiebungen kamen im links-grünen Lager zustande: Während die PdA drei und die SP zwei Sitze hinzugewannen, verloren die Grünen fünf von ihren bisher sechzehn Mandaten. Bei den Wähleranteilen konnte die SP 5,3% und die PdA 3% zulegen, die Grünen verloren 2,5%. Im Gegensatz zu 1989 traten die SD und die AP nicht mehr an. Auf der Gewinnerseite waren die Frauen, welche ihren Anteil im Parlament von 29% auf 36% erhöhen konnten. Mit 33,7% fiel die Wahlbeteiligung bescheidener als 1989 aus (37,4%).⁶²

WAHLEN
DATUM: 01.01.1994
EVA MÜLLER

Auf kommunaler Ebene konnten die Frauen 1994 weiter Terrain gutmachen. Der **Frauenanteil in den Regierungen der acht grössten Städte** (exklusive Basel) erhöhte sich von 25,9 (1993) auf 29,6%; auf Parlamentsebene erfuhr der Frauenanteil eine Erhöhung von 31,1 auf 33,6%.

WAHLEN
DATUM: 06.03.1994
EVA MÜLLER

In Winterthur, wo die Wahlen im Schatten der gleichzeitig stattfindenden Zürcher Wahlen standen, kam es zu **keinen grossen parteipolitischen Veränderungen**. Erstmals zieht jedoch eine Frau in den **Stadtrat** ein: Die Gewerkschafterin **Aurelia Favre** konnte den dritten SP-Sitz des zurücktretenden Walter Ryser verteidigen und setzte sich damit gegen zwei Mitbewerberinnen der FDP und der DP durch. Die sechs bisherigen Exekutivmitglieder wurden alle bestätigt.

Die Wahlen in das **Stadtparlament** ergaben **zwei Sitzgewinne für die SVP und je einen für die FDP, die EDU und die SP**, welche stärkste Partei bleibt. CVP, EVP und FP (ex-AP) konnten ihre Sitze halten, während LdU, SD, DP und die Grünen je einen Sitz verloren.⁶³

WAHLEN
DATUM: 06.03.1994
EVA MÜLLER

Die Wahlen des Stadtrates und des Gemeinderates waren in Zürich durch einen **aussergewöhnlich harten Kampf** geprägt. Zürcher Wahlkampfthemen wie das Wohlgroth-Areal und die SVP-Inseratekampagne über "die Linken und die Netten" (mit den Netten waren die anderen bürgerlichen Parteien gemeint) fanden in der ganzen Schweiz Beachtung, wobei vor allem der politische Stil umstritten war. Die SVP-Negativ-Kampagne, welche die Schuld an Kriminalität, Drogenelend und Arbeitslosigkeit in Zürich pauschal der linken Regierungsmehrheit in die Schuhe schob und nicht davor zurückschreckte, in ihren Inseraten eine falsche Graphik zur Kriminalität zu verwenden, fiel jedoch nicht nur durch ihre argumentatorische Härte auf. Sie **wurde auch als der teuerste Wahlkampf eingeschätzt, den eine Lokalpartei in der Schweiz je geführt hat**.

In der Zürcher Stadtregierung kam es dann nicht zur angestrebten bürgerlichen Wende: Die bürgerlichen Parteien konnten ihre Vertretung auf Kosten der EVP zwar von drei auf vier Mandate erhöhen, doch die rot/grün/christlich-soziale Mehrheit stellt mit der Wahl von Monika Stocker (gp) weiterhin fünf von neun Stadtratsmitgliedern. Mit Monika Stocker sind die Grünen erstmals in der Stadtzürcher Exekutive vertreten; sie übernahm den Sitz der zurücktretenden parteilosen Emilie Lieberherr (ex-sp). Die SP besetzt mit ihren Bisherigen Ursula Koch, Josef Estermann und Robert Neukomm unverändert drei Sitze. Die CVP konnte ihren Sitz mit Wolfgang Nigg halten, nachdem sie sich von Willy Küng getrennt hatte. Willy Küng erreichte als von der CSP portierter Parteilosser dann gerade noch den neunten Regierungssitz. Die beiden Freisinnigen Hans Wehrli und Thomas Wagner, dieser mit dem Spitzenresultat, wurden wiedergewählt; einen dritten FDP-Sitz gewann zudem Kathrin Martelli (fdp) mit dem viertbesten Resultat. (Wehrli (fdp) war 1992 in einer Ergänzungswahl für den zurücktretenden Kaufmann (ex-sp) gewählt worden.) **Ruedi Aeschbacher (evp) wurde nach 16 Jahren Amstättigkeit abgewählt**. Als einziger amtierender Stadtrat war er weder auf der rot-grünen noch auf der bürgerlichen Sechserliste aufgeführt und wurde Opfer des stark polarisierten Wahlkampfes. Die Wahl verpasst hat auch Andreas Müller (svp), der zudem erfolglos als bürgerlicher Herausforderer gegen den sozialdemokratischen Stadtpräsidenten Estermann antrat.

Anders als in der Exekutive **büsste die Linke im Gemeinderat mit neun Sitzverlusten ihre 1990 errungene absolute Mehrheit ein**. Neu stehen 55 Sitze der rot-grünen Parteien 57 bürgerlichen Sitzen gegenüber. Die SVP verzeichnete einen Erdrutschsieg:

ihre Fraktion im Zürcher Stadtparlament wuchs um zwölf auf 19 Sitze; die FDP legte drei Sitze zu. Die CVP büsste weitere zwei Sitze ein, die SD verlor einen Sitz, während die Auto-Partei ganz leer ausging. LdU und EVP verloren einen resp. zwei Sitze. Die SP behauptete sich trotz vier Sitzverlusten als stärkste Partei, verloren haben aber ihre Partner: Die Grünen büssten die Hälfte ihrer Sitze ein und kamen noch auf fünf Mandate. Die Alternative Liste gab zwei Sitze an die Frauenliste FraP ab, die neu auf fünf Sitze kommt. Die Vertretung der Frauen erhöhte sich um sieben auf 47 von insgesamt 125 Mandaten (37,6%).⁶⁴

Kommunale Ersatzwahlen

WAHLEN
DATUM: 02.05.1993
MATTHIAS RINDERKNECHT

Nachdem der im Dezember 1992 bei den letzten Gesamterneuerungswahlen bestätigte Stadtberner Finanzdirektor Josef Bossart (cvp) auf Druck der neuen rot-grünen Regierungsmehrheit in die Gesundheits- und Fürsorgedirektion wechseln musste, trat er im Januar zurück. Als Nachfolgerin wurde **Stadträtin Ursula Begert (svp) nominiert und bei einer Stimmbeteiligung von 23,1% gewählt**. Der von der AP und den SD unterstützte Gegenkandidat, Jean-Daniel Flückiger von der EDU, blieb chancenlos. Mit der Wahl Begerts konnte die SVP ihren 1992 verlorenen Sitz wieder zurückgewinnen und verdrängte gleichzeitig die CVP aus der Regierung. Die Wahl Begerts hat auch eine historische Dimension, weil zum ersten Mal in einer schweizerischen Exekutive die Frauen die Mehrheit bilden.⁶⁵

WAHLEN
DATUM: 12.03.2000
DANIEL BRÄNDLI

Fürsorge- und Umweltdirektor **Pierre Tillmanns (sp)**, der Kopf der Linksallianz, **stellte im Berichtsjahr sein Amt zur Verfügung**, nachdem er im vergangenen Jahr in den Nationalrat gewählt worden war. Als Kandidat der SP wurde der im Bundesamt für Statistik tätige Historiker Jean-Christoph Bourquin aufgestellt. Gegen die Linksallianz zog der **Freisinnige Olivier Français** als Sprengkandidat in den Kampf. Zwei weitere Kontrahenten stellten sich zur Wahl, der parteilose Künstler François-Xavier Martin und der ehemals Freisinnige Bertrand Sonnay, der sich für die Gruppe der „Nichtstimmenden“ aufstellen liess. Im zweiten Wahlgang setzte sich der FDP-Kandidat mit 155 Stimmen Vorsprung gegen Bourquin durch. In der Lausanner Exekutive verfügt die Linke (sp, pda, gp) weiterhin über die absolute Mehrheit.⁶⁶

WAHLEN
DATUM: 01.04.2001
MAGDALENA BERNATH

Ende des Vorjahres **gab Aurelia Favre (sp)**, zermürbt durch ständige Angriffe seitens der SVP, **vorzeitig ihren Rücktritt bekannt**. Um einen zweiten Sitz im siebenköpfigen Stadtrat (3 SP, 2 FDP, 1 SVP, 1 CVP) zu erobern, schickte die SVP Nationalrat Jürg Stahl ins Rennen. Die SP kandidierte mit ihrer Fraktionspräsidentin Pearl Pedernana, die EVP portierte Ruth Kleiber. Im ersten Wahlgang vom 4. März lag Stahl mit 63 Stimmen Vorsprung auf dem ersten Platz, verfehlte aber das absolute Mehr um 1600 Stimmen. Auch der zweite Wahlgang vom 1. April wurde zu einem Kopf-an-Kopf-Rennen: Die erste Auszählung ergab 37 Stimmen Vorsprung für Pedernana, die Nachzählung kippte das Resultat mit nur einer einzigen Stimme Vorsprung zugunsten von Stahl. Da der Zürcher Regierungsrat eine Beschwerde der SP guthiess, musste Winterthur die Stimmzettel des zweiten Wahlgangs nochmals auszählen. Nach einer elfstündigen Nachzählung am 30. September – es musste solange gezählt werden, bis zweimal dasselbe Ergebnis vorlag – kehrte das Wahlergebnis erneut. Nun **erhielt Pedernana eine einzige Stimme mehr als Stahl**. Dieser akzeptierte seine Niederlage. Da auch gegen diese Nachzählung zwei Beschwerden eingereicht wurden, die der Zürcher Regierungsrat aber abwies, konnte Pedernana ihr Amt erst am 22. November, nur dreieinhalb Monate vor den Gesamterneuerungswahlen im März 2002, antreten.⁶⁷

WAHLEN
DATUM: 10.07.2005
MAGDALENA BERNATH

Für die **Nachfolge des in die Zürcher Regierung gewählten Hans Hollenstein (cvp)** nominierten die Christlichdemokraten Michael Künzle, Staatsanwalt und Fraktionschef im Stadtparlament. Die Grünen schickten ihre kantonale Kopräsidentin, Marlies Bänziger, ins Rennen, und die SVP setzte auf Gemeinderätin Gisela Beutler. Im ersten Wahlgang von Anfang Juni erzielte CVP-Kandidat Künzle, der auch von der FDP und der EVP unterstützt wurde, mit 42% der Stimmen das beste Resultat. Die grüne Kandidatin Marlies Bänziger erreichte 31% – die SP hatte sich mit ihrer Empfehlung etwas schwer getan, weil die Linke im Stadtrat bereits gut vertreten ist. Gisela Beutler von der SVP kam auf 26%. Die Wahlbeteiligung lag bei 48,6%. Im Juli bestimmten die Winterthurerinnen und Winterthurer dann bei einer Beteiligung von 35,6% **Michael Künzle (cvp)** zum neuen Stadtrat. Er erreichte 61% der Stimmen, auf Marlies Bänziger

(gp) entfielen 36,8%. Gisela Beutler (svp) war nicht mehr angetreten, und die SVP hatte den bürgerlichen Kandidaten zur Wahl empfohlen. Damit besteht der Winterthurer Stadtrat weiterhin aus 3 SP, 2 FDP, 1 CVP und 1 EVP.⁶⁸

WAHLEN

DATUM: 12.02.2006
STEPHAN SCHOENHOLTZ

Eine **zweifache Ersatzwahl** wurde im St. Galler Stadtrat (Exekutive) notwendig, als nach Hubert Schlegel (fdp) auch Stadtpräsident Franz Hagmann (cvp) im Juni seinen gesundheitsbedingten Rücktritt erklärte. Die zwei neu zu besetzende Mandate machten eine Neuverteilung der Mehrheitsverhältnisse in der 5-köpfigen Stadtregierung durchaus möglich und führten zu einer politischen Richtungswahl. CVP und FDP, die bisher je 2 Sitze inne hatten, standen vor der Aufgabe, ihre klare bürgerliche Mehrheit in der städtischen Regierung zu verteidigen. Die SP sah ihre Chance, auf Kosten einer der beiden Parteien einen zweiten Sitz zu gewinnen, während die SVP hoffte, endlich mit einem Vertreter in den Stadtrat einziehen zu können. Nach verschiedenen Erwägungen zu einem Wahlbündnis zwischen den drei bürgerlichen Parteien entschieden CVP und FDP, gemeinsam, aber ohne die SVP anzutreten. Dieses Bündnis schaltete insofern jegliche Konkurrenz zwischen den beiden Kandidaten Nino Cozzio (cvp) und Thomas Scheitlin (fdp) aus, als darin auch die Bewerbung Scheitlins für das Amt des Stadtpräsidenten vorgesehen war. Neben diesem bürgerlichen Ticket stellten sich unter anderem Peter Dörflinger (sp) und Heinrich Seger (svp) für die frei werdenden Mandate wie auch für das Stadtpräsidium zur Wahl. Der Wahlkampf ging gleich im ersten Wahlgang **klar zugunsten der Kandidaten von CVP und FDP** aus, die beide das absolute Mehr schafften. Dörflinger von der SP blieb um gut 2000 Stimmen hinter den Gewählten zurück, er machte aber immerhin rund doppelt so viele Stimmen wie der SVP-Kandidat. Auch im Kampf um das **Stadtpräsidium** konnte sich **Thomas Scheitlin (fdp)** klar mit 9660 zu 7219 Stimmen gegen Peter Dörflinger (sp) durchsetzen. Damit behält St.Gallen als einzige grosse Schweizer Stadt eine Regierung mit einer bürgerlichen Mehrheit (2 CVP, 2 FDP, 1 SP). Der SVP gelang es einmal mehr nicht, in einer kantonalen oder städtischen Exekutive Fuss zu fassen.⁶⁹

WAHLEN

DATUM: 01.06.2008
SABINE HOHL

Bei der Ersatzwahl zur Besetzung des nach dem **Rücktritt von Monika Stocker (gp)** frei gewordenen Sitzes in der Zürcher Exekutive traten Ruth Genner (gp), Mauro Tuena (svp), Michael Burkhard (Jungfreisinnige) und Markus Alder (sd) an. Genner erhielt Unterstützung durch die SP, Burkhard durch FDP und CVP. Bei der Ersatzwahl ging es auch um das **Fortbestehen der links-grünen Mehrheit** im nach der Formel 4 SP, 1 GP, 3 FDP und 1 CVP zusammengesetzten Stadtrat. Genner konnte sich bei der Wahl sehr deutlich durchsetzen, sie lag in allen Wahlkreisen vorn und holte insgesamt 60,2% aller Stimmen. Tuena (svp) erreichte 28,7% der Stimmen, Michael Burkhard 8,2% und Markus Alder 1,0%.⁷⁰

WAHLEN

DATUM: 29.03.2009
SABINE HOHL

Nach dem **Rücktritt von Stadtpräsident Elmar Ledergerber (sp)** waren das Amt des Stadtpräsidenten und ein Sitz in der Zürcher Exekutive neu zu besetzen. Die SP nominierte Corine Mauch als Stadtpräsidentin und als neues Mitglied des Stadtrats. Die FDP stellte für das Amt der Stadtpräsidentin Kathrin Martelli auf, Chefin des Hochbaudepartements und seit 14 Jahren Stadträtin. Die SVP trat mit Roger Liebi für einen Sitz im Stadtrat an, in dem sie seit 1990 nicht mehr vertreten ist. SVP und FDP unterstützten sich offiziell gegenseitig, führten aber keine gemeinsame Kampagne. Hinter Martelli (fdp) standen zudem CVP, EVP und Grünliberale, hinter Mauch die Grünen. Für den frei gewordenen Sitz in der Exekutive kandidierte auch Ernst Danner (evp). Im ersten Wahlgang wurde Mauch (sp) mit grossem Vorsprung in den Stadtrat gewählt. Liebi (svp) lag fast 30'000 Stimmen hinter ihr zurück. Danner (evp) erhielt nur 4842 Stimmen. Weder Mauch (sp) noch Martelli (fdp) erreichten das absolute Mehr bei der Wahl der Stadtpräsidentin. Martelli lag mit 39'408 Stimmen leicht vor Mauch, die 38'120 Stimmen holte. Gut 4000 Stimmen gingen an Einzelgänger. Die Stadtzürcher SVP war enttäuscht über das schlechte Ergebnis von Liebi, das sie auf mangelnde Unterstützung der FDP zurückführte, und entzog Martelli für den zweiten Wahlgang die Unterstützung. In diesem wurde **Mauch (sp)** mit deutlichem Vorsprung zur Stadtpräsidentin **gewählt**. Mauch holte 41'745 Stimmen, Martelli nur noch 30'851. Mauch konnte sich in allen Wahlkreisen durchsetzen. Sie ist die erste Frau im Zürcher Stadtpräsidium. Martelli (fdp) gab nach ihrer Niederlage ihren Rücktritt als Stadträtin auf die Gesamterneuerungswahlen 2010 hin bekannt.⁷¹

WAHLENDATUM: 19.12.2010
MARC BÜHLMANN

Nach 20 Jahren im Amt **trat der Bieler Stadtpräsident Hans Stöckli zurück**, weil er sich künftig auf die nationale Politik zu konzentrieren gedenkt. Der amtierende Nationalrat kündigte nach der Wahl von Simonetta Sommaruga in den Bundesrat an, 2011 für die SP den Ständeratssitz verteidigen zu wollen. Für die Wahl in das Bieler Stadtpräsidium dürfen sich lediglich vollamtliche Gemeinderäte aufstellen lassen. Die Exekutive in Biel besteht aus vier nebenamtlichen und vier vollamtlichen Gemeinderäten. Für die Grünen trat die Gemeinderätin im Nebenamt Barbara Schwickert an. Aber auch der vollamtliche Gemeinderat der FDP, Hubert Klopfenstein meldete sein Interesse an. Seine Kandidatur war deshalb umstritten, weil Klopfenstein aufgrund der Amtszeitbeschränkung 2012 aus der Bieler Exekutive zurücktreten muss. Die **SP** schickte nicht ihren vollamtlichen Gemeinderat Pierre-Yves Moeschler, sondern den nebenamtlichen **Erich Fehr** ins Rennen, der als Nachfolger von Stöckli nominiert vollamtlicher Gemeinderat werden sollte. Allerdings bestritt die SVP die Nomination Fehrs. In Biel können 3'000 (ca. 10% der Stimmberechtigten) Personen mit ihrer Unterschrift einen ausserordentlich zu wählenden Kandidierenden infrage stellen, ansonsten er still nachrutscht. Die SVP reichte 3400 Stimmen ein. Dieses Wahlreferendum spaltete die Bieler SVP. Alle Mandatsträger traten aus der SVP aus und gründeten die Bieler Volkspartei. Somit kam es am 28. November nicht nur zur Neubesetzung des Stadtpräsidiums, sondern auch zu eigentlichen Ersatzwahlen für den Gemeinderat. Die SVP trat dazu mit Beat Feurer an und auch Silvia Steidle, nebenamtliche FDP-Gemeinderätin wollte vollamtliches Mitglied werden. Darüber hinaus kandidierten Alfredo Piazza von der Bürgerbewegung Passerelle sowie der parteilose Antonio Cataldo, der bereits zweimal erfolglos angetreten war. Im ersten Wahlgang erreichte keiner der Kandidierenden das absolute Mehr, weder für das Vollamt noch für das Stadtpräsidium. Fehr hatte für beide Ämter die meisten Stimmen erreicht. Schwickert lag im Rennen um das Stadtpräsidium allerdings nur 71 Stimmen zurück. Bei der Vollamtswahl war der Rückstand der zweitplatzierten Steidle auf Fehr gross. Zum zweiten Wahlgang wurden für beide Ämter nur noch die zwei Kandidierenden mit den meisten Stimmen zugelassen. Das Nachsehen hatte dabei die SVP, deren Kandidat nur rund 300 Stimmen hinter Steidle lag und auf beachtliche 2648 Stimmen kam. Im zweiten Wahlgang änderte sich an der Reihenfolge nichts und **Fehr wurde nicht nur vollamtlicher Gemeinderat sondern auch Stadtpräsident**. Der Vorsprung auf Schwickert hatte sich auf 650 Stimmen vergrössert. Damit war nun der nebenamtliche Gemeinderatssitz vakant, für den die gleichen Spielregeln gelten. Wird der von der SP nominierte Nachfolger nicht bestritten, gilt er als still gewählt. Die SVP hatte bereits Ende Berichtsjahr angekündigt, wieder 3000 Unterschriften sammeln zu wollen. Das gesamte Wahlverfahren für den Gemeinderat wird in Zukunft einfacher werden. Im Berichtsjahr wurde in einer Volksabstimmung die Bieler Exekutive auf fünf vollamtliche Sitze verkleinert und Doppelmandate verboten. Diese Regelung wird erstmals 2012 bei den Gesamterneuerungswahlen zur Anwendung kommen.⁷²

WAHLENDATUM: 27.01.2011
MARC BÜHLMANN

Teres Liechti Gertsch rückte als **Nachfolgerin des 2010 gewählten Stadtpräsidenten Erich Fehr** als Mitglied für den nebenamtlichen Gemeinderat nach. In Biel bestimmt die Partei, bei der ausserordentlich ein Sitz frei wird, wer nachnominiert wird. Falls niemand ein Referendum mit 3 000 Unterschriften dagegen ergreift, gilt die Person als gewählt. Die SVP war 2010 mit einem solchen Referendum für die Nachfolge von Hans Stöckli erfolgreich und hatte angekündigt, dieses erneut ergreifen zu wollen. Anfang Berichtsjahr schätzte sie dann aber den personellen Aufwand als zu gross ein und verzichtete. Liechti wird allerdings nur noch bis Ende 2012 nebenamtliche Gemeinderätin sein, weil ab 2013 die Bieler Exekutive nur noch aus fünf hauptamtlichen Gemeinderäten bestehen wird.⁷³

WAHLENDATUM: 26.08.2012
MARC BÜHLMANN

Mit dem gleichzeitigen Rücktritt von Verena Gick (fdp) und Ernst Wohlwend (sp), der 20 Jahre im Amt und seit 2002 auch Stadtpräsident war, **mussten in Winterthur Ersatzwahlen sowohl für den siebenköpfigen Stadtrat als auch für das Stadtpräsidium abgehalten werden**. Der Kampf um das Präsidialamt, das die SP 2002 erstmals mit Wohlwend in Besitz nehmen konnte, wurde von der CVP angeführt: sie griff mit Polizeivorsteher Michael Künzle an. Die zwei verbliebenen SP-Stadträte – Pearl Pedergnana und Nicolas Galladé – stellten sich für ihre Partei hingegen nicht zur Verfügung, so dass die neu portierte Gemeinderätin Yvonne Beutler nicht nur den vakanten SP-Stadtratssitze, sondern auch das Präsidium verteidigen sollte. Obwohl sie bei den letzten Gesamterneuerungswahlen für den Gemeinderat (Legislative) das beste Resultat erzielt hatte, wurden ihr gegen den amtierenden und über die Parteigrenzen hinaus beliebten Künzle kaum Chancen eingeräumt. Die FDP wollte ihren frei werdenden Sitz mit Barbara Günthard-Maier verteidigen. Drei Parteien ritten einen

Angriff auf den Stadtrat: bei der SVP, die ihren vor zehn Jahren verlorenen Sitz zurückerobern wollte, hatte die Kronfavoritin Natalie Rickli früh abgesagt. Die Volkspartei schickte deshalb Kantonsrat René Isler ins Rennen. Die EVP wollte mit Nik Gugger, der bei den letzten Gesamterneuerungswahlen 2010 das absolute Mehr zwar erreicht hatte, als Überzähliger aber ausgeschieden war, und die GLP mit Kantonsrat Michael Zeugin in die Winterthurer Stadtregierung einziehen. Mit einem deutlichen Vorsprung **wurde Michael Künzle zum Stadtpräsidenten gewählt**. Er konnte mit 15'104 Stimmen fast doppelt so viele Wählerinnen und Wähler von sich überzeugen als Yvonne Beutler (7'937 Stimmen). Allerdings schaffte die Sozialdemokratin die Verteidigung des SP-Sitzes im Stadtrat ebenfalls klar. Sie übersprang mit 11'892 Stimmen das absolute Mehr als einzige. Die FDP konnte ihren Sitz im ersten Wahlgang hingegen nicht verteidigen: Barbara Günthard-Maier (7'846 Stimmen) lag gar noch hinter Michael Zeugin (7'911 Stimmen). Obwohl René Isler (6'360 Stimmen) noch hinter Nik Gugger (6'393 Stimmen) lag, trat er wie Günthard-Maier und Zeugin noch einmal an. Die Juso schickte den 19jährigen Simon Walter in den zweiten Wahlgang, weil sie eine rein bürgerliche Auswahl verhindern wollte. Es war schliesslich diese Juso-Kandidatur – so wurde jedenfalls in der Presse gemutmasst – **die der FDP zur Verteidigung ihres Sitzes verhalf**. Im zweiten Wahlgang obsiegte Barbara Günthard-Maier nämlich mit 6'843 Stimmen knapp vor Michael Zeugin (6'587), der wahrscheinlich einige Stimmen an Simon Walter (1'303 Stimmen) verloren hatte. Die SVP mit René Isler (4'786) konnte hingegen nicht in die Entscheidung eingreifen. Die Wahlbeteiligung beim ersten Wahlgang lag mit 42,8% mehr als zehn Prozentpunkte höher als beim zweiten (31,3%), was wohl ein weiterer Erklärungsfaktor für die erfolgreiche Verteidigung des FDP-Sitzes war. Die auffällig hohe Zahl an ungültigen Stimmen im ersten Umgang – rund 13% der Wahlzettel zählten nicht – war darauf zurückzuführen, dass viele Wählerinnen und Wähler Michael Künzle zweimal auf den Wahlzettel aufführten, obwohl er als Amtierender nur für das Präsidialamt, natürlich aber nicht für den Stadtrat antrat.⁷⁴

WAHLEN
DATUM: 04.11.2012
MARC BÜHLMANN

Die Wahl von Pierre Maudet (fdp) in den Genfer Regierungsrat zog **Ersatzwahlen für die Stadtregierung** nach sich. Schon kurz nach der Wahl des früheren Maire in die kantonale Exekutive fing sich das Kandidatenkarussell für die Nachfolge zu drehen. Die SVP, die als Gegenzug für ihre Unterstützung für Stauffer (mcg) bei den Ersatzwahlen in den Genfer Staatsrat vom MCG unterstützt wurde, nominierte den Gemeinderat Eric Bertinat. Aber auch die FDP und die CVP kündigten ihre Absicht an, den bürgerlichen Sitz in der linksgrün dominierten Stadtregierung verteidigen zu wollen – erst vor einem Jahr war die Zusammensetzung 2 SP, 1 GP, 1 Ensemble à Gauche (EaG), 1 FDP bestätigt worden. Die Linke hatte damals allerdings auf Kosten des MCG die Mehrheit im Parlament der Stadt verloren. Trotz dieses Umstandes und der deutlichen Regierungsmehrheit kündigte die Partei der Arbeit die Kandidatur von Salika Wenger an, die allerdings mit Ausnahme der Juso auf keine grosse Unterstützung seitens der SP und der GP stiess. Für einige Diskussionen sorgte auch die Kandidatenkür der bürgerlichen Entente aus CVP und FDP. Zwar war man sich einig, dass nur eine Kandidatur aufgestellt werden soll, aber sowohl in der FDP als auch in der CVP gab es valable Kandidaten. Erst Mitte August entschloss sich die FDP, ihren Sitz nicht zu verteidigen und stattdessen den CVP-Kandidaten Guillaume Barazzone zu unterstützen. Der FDP gleich tat es die GLP. Die bürgerliche Einheit wurde allerdings noch vor den Wahlen auf eine harte Probe gestellt: bei der einem Gemeindereferendum unterstellten Frage zum Bau von 50 Fussgängerzonen waren die beiden Bündnispartner nicht gleicher Meinung. Als vierter Kandidat und als Unabhängiger stieg Didier Bonny ins Rennen. Bonny war ein Jahr zuvor aus der CVP ausgetreten nachdem ihm Michel Chevrolet als Kandidat für die damaligen Gesamterneuerungswahlen in den Genfer Stadtrat vorgezogen worden war. Es wurde erwartet, dass der eher links der Mitte politisierende Bonny einige Stimmen aus dem linken Lager auf sich vereinen und dass deshalb ein zweiter Wahlgang möglich werden könnte. Dazu kam es dann aber nicht. **Guillaume Barazzone konnte** – erstmals nach 22 Jahren – **für die Christdemokraten den frei gewordenen Sitz und eine Regierungsbeteiligung in der Genfer Stadtexekutive gewinnen**. Er erhielt die Unterstützung von 44,7% der Stadtgenfer Wahlberechtigten (13'232 Stimmen) und damit mehr als doppelt so viele Stimmen wie der zweitplatzierte Eric Bertinat (6'461 Stimmen). Keine Chancen auf einen Wahlsieg hatten auch Salika Wenger (5'963 Stimmen) und Didier Bonny (3'915 Stimmen). Nach dem Wahlerfolg der Entente bei den kantonalen Ersatzwahlen, spielte die Zusammenarbeit also auch auf kommunaler Ebene. Während Bertinat die mangelnden finanziellen Ressourcen beklagte und darauf hinwies, dass die geringe Partizipationsrate – lediglich 27% hatten an den Ersatzwahlen teilgenommen – ein Zeichen für einen Protest gegen die Stadtregierung und die Entente sei, freute sich Wenger über die 20% Wählerstimmen, die einen neuen Rekord für die PdA bedeuteten.⁷⁵

Ende Oktober 2012 hatte der **Zürcher Stadtrat Martin Vollenwyder (fdp)** nach 10jähriger Tätigkeit seinen **Rücktritt** per Mai 2013 angekündigt. Die Ersatzwahlen wurden auf den 3. März angesetzt. Die 9-köpfige Zürcher Stadtexekutive war mit 4 SP-, 2 GP-, 2 FDP- und einem CVP-Sitz seit 2010 deutlich in links-grüner Hand, weshalb die FDP den Sitz von Vollenwyder unbedingt verteidigen wollte. Bereits früh brachte sich deshalb der Freisinnige Marco Camin in Stellung. Er startete seinen aufwändigen Wahlkampf bereits im November 2012 und konnte mit der Unterstützung der bürgerlichen Parteien SVP, CVP und EVP rechnen. Die SVP hatte sich früh entscheiden, keinen eigenen Kandidaten zu portieren. Neben Camin bewarben sich Daniel Hodel (glp), Richard Wolff (al) und der Parteilose Toni Stadelmann. Hodels Ziel war eine breitere Mitte-Allianz, während Wolff als stark in der linken Szene vernetzter Experte in Stadtentwicklung in der Exekutive für einen linken Akzent sorgen wollte. Innerlinke Verstimmungen – die Alternative Linke (al), die über einen Wähleranteil von rund 4% verfügte, war im Parlament bei der gemässigten Linken mit extremen Forderungen ab und zu angeeckt – aber auch taktische Überlegungen – insbesondere die befürchteten Schwierigkeiten, bei den 2014 anstehenden Gesamterneuerungswahlen die eigenen Sitze bei einer starken bürgerlichen Minderheit verteidigen zu können – führten dazu, dass die SP Stimmfreigabe beschloss und der ideologisch eigentlich nahe stehende Wolff nur von der Juso und aufgrund eines äusserst knappen Parteibeschlusses auch von der GP offiziell unterstützt wurde. Hodel und Stadelmann fanden jeweils nur Unterstützung in der eigenen Partei. Wie erwartet brachte der erste Wahlgang vom 3. März noch keine Entscheidung, das absolute Mehr (30'339) wurde von keinem der vier Kandidaten übersprungen. Zur Überraschung vieler lag Richard Wolff (al) mit 22'050 Stimmen nur sehr knapp hinter Marco Camin (24'184 Stimmen). Hodel (12'185 Stimmen) und Stadelmann (538 Stimmen) konnten hingegen nicht entscheidend eingreifen. Während Camin fünf Wahlkreise für sich entscheiden konnte, holte Wolff deren vier. Auffallend war, dass Camin in den SVP-Hochburgen zwar einige Stimmen holte, dort die Wahlbeteiligung aber unterdurchschnittlich ausfiel. Camin wurde vorgeworfen, zu wenig pointiert und zu wenig bürgerlich aufgetreten zu sein. In der Presse wurde gemutmasst, dass Camin zu leichtgewichtig sei. Hinter vorgehaltener Hand wurde gar ein Kandidatenwechsel gefordert. Camin selber hob hervor, dass er von den vier Kandidierenden am besten abgeschnitten habe, versprach aber – wohl auch auf Druck der SVP, die Wolff verhindern wollte – seine bürgerliche Position deutlicher zu machen. Insgesamt nahmen am ersten Wahlgang 34,6% der Wahlberechtigten teil. Für den zweiten Umgang, der auf den 21. April angesetzt wurde, zog sich Hodel zurück. Die GLP beschloss gleichzeitig Stimmfreigabe. Stadelmann hingegen wollte noch einmal antreten. Die SP entschied, auch für den zweiten Umgang auf eine Empfehlung zu verzichten; dies wohl auch aufgrund des Mitte März angekündigten Rücktritts ihres Stadtrates Martin Waser (sp). Die von Camin geschalteten, ganzseitigen Inserate mit verdeutlichter bürgerlicher Position ernteten nicht nur Beifall von Seiten der SVP, sondern sicherten dem Freisinnigen auch die Unterstützung durch die Volkspartei zu. Eher unerwarteten Sukkurs erhielt Camin auch vom grünen Stadtrat Daniel Leupi, der sich für eine angemessene bürgerliche Vertretung in der Stadtexekutive aussprach. Schliesslich schaltete auch die CVP Inserate, auf denen sie vor Wolff warnten und Camin empfahlen. Wolff selber machte sich noch einmal für Wohnungsfragen und den gemeinnützigen Wohnungsbau, aber auch für den öffentlichen und den Langsamverkehr stark. Die Bemühungen der Bürgerlichen wurden nicht belohnt. Wohl auch aufgrund der geringen Stimmbeteiligung von 28,3% und der besseren Mobilisierung durch die Linke **zog überraschend Richard Wolff und nicht Marco Camin in die Zürcher Stadtexekutive ein**. Camin, der mit 26'865 Stimmen nur gerade 695 Zähler hinter Wolff (27'550 Stimmen) lag, – Stadelmann kam auf lediglich 761 Stimmen – wurde erneut vorgeworfen, dass er das bürgerliche Profil zu lange weichgezeichnet habe. In der bürgerlichen Presse wurde des Weiteren die Frage gestellt, ob sich Wolff vom oppositionellen Linksaussen tatsächlich zum Exekutivpolitiker wandeln würde. Erschwerend kam hinzu, dass Wolff ausgerechnet das Polizeidepartement zugewiesen wurde. Dies wurde von linker Seite zwar als Vertrauensbeweis, von rechts aber als Affront gewertet: ein „Aktivistenfreund“ sollte nicht Polizeivorstand sein dürfen, liess sich etwa die SVP vernehmen. Als Folge der Wahlschlappe schworen sich die Bürgerlichen, allen voran die enttäuschte FDP und die „tief besorgte“ SVP auf die anstehenden Gesamterneuerungswahlen ein. Ein bürgerlicher Schulterschluss sei jetzt erst recht von Nöten. Bald nach den Ersatzwahlen brachten sich mit den Nationalräten Doris Fiala (fdp) und Filippo Leutenegger (fdp) zwei Schwergewichte für die Wahlen 2014 ins Gespräch. Auch die Linke kündigte Mitte September – nachdem sich Wolff ein paar Mal bewähren konnte – einen Schulterschluss für die Wahlen 2014 an, mit dem die Verteidigung der sieben Sitze gelingen sollte.⁷⁶

WAHLENDATUM: 30.11.2014
MARC BÜHLMANN

Anfang Juni erklärte **Fredy Brunner (fdp)** seinen **Rücktritt per Ende März 2015** aus dem fünfköpfigen St. Galler Stadtrat, der mit zwei FDP-, zwei CVP- und einem parteilosen Regierungsmitglied besetzt ist. In einer knappen parteiinternen Ausmarchung zwischen Barbara Frei und Marco Huwiler entschieden sich die FDP-Delegierten für die 56-jährige Stadtparlamentarierin, die den Sitz verteidigen sollte. Die SP kündigte früh an, den FDP-Sitz anzugreifen und den 2012 verlorenen Sitz wieder zurückholen zu wollen. Die SP war zwar wählerstärkste Stadtpartei, hatte ihre Regierungsbeteiligung aber nach 94 Jahren ununterbrochener Exekutivpräsenz bei den letzten Wahlen 2012 verloren. Die Genossen schickten den **Bezirksgerichtspräsidenten Peter Jans (sp)** ins Rennen. Die SVP verzichtete hingegen, nachdem sie keine überzeugende Kandidatur aufbauen konnte. Auch die CVP – als traditionelle Partnerin der FDP in der Stadt St. Gallen – wollte nicht an den Ersatzwahlen teilnehmen, wie auch die GLP und die GP. Es kam somit zu einem Zweikampf zwischen Jans und Frei, der nur vom parteilosen This Bürge, Sekretär der Organisation Solidarische Schweiz, gestört wurde. Dieses Szenario sprach eher für die FDP-Kandidatin, weil für sie ein geschlossener Bürgerblock zum Sieg reichte, während Jans auch Stimmen aus der Mitte benötigte. Diese konnten ev. aus der CVP und der BDP stammen, die beide keine Wahlempfehlung abgaben. Frei wurde allerdings von der SVP und vom städtischen Gewerbe unterstützt. Jans erhielt Wahlempfehlungen von den Grünen, der EVP, der GLP sowie städtischen Umweltverbänden und Gewerkschaften. Aufgrund der Kampagne hätte man ein Kopf-an-Kopf-Rennen und einen zweiten Wahlgang erwarten können, das Ergebnis der Ersatzwahl Ende November war dann aber überraschend eindeutig. Anders als erwartet schaffte es Barbara Frei nicht, die bürgerlichen Reihen zu schliessen. Vielmehr schien die städtische St. Galler Wählerschaft den Anspruch der SP auf eine Regierungsbeteiligung anzuerkennen. Letztlich erhielt **Jans** 10'130 Stimmen, also rund 3'000 Stimmen mehr als Frei (7'035 Stimmen) und **übersprang dabei im ersten Wahlgang das absolute Mehr** (9'868 Stimmen). Bürge konnte mit 2'405 Stimmen einen Achtungserfolg feiern. Wohl auch aufgrund der gleichzeitig stattfindenden eidgenössischen Abstimmungen lag die Wahlbeteiligung relativ hoch bei 45,8%, also noch höher als bei den Gesamterneuerungswahlen von 2012 (40,1%).⁷⁷

WAHLENDATUM: 02.04.2017
DIANE PORCELLANA

Matthias Gfeller (ZH, verts) a déposé sa **démission de l'exécutif de la ville de Winterthour** pour des motifs de santé. Pour le remplacer, le PS a nommé Christa Meier comme adversaire au candidat vert Jürg Altwegg. Le parti, estimant que les écologistes n'avaient aucune chance face au candidat bourgeois Daniel Oswald (udc), espérait ainsi renforcer la présence centre-gauche à l'exécutif de la ville. Le PEV a lancé Barbara Huizinga-Kauer. Les Vert'libéraux ont proposé Michael Zeugin, qui avait déjà échoué lors des élections de 2010 et 2012, comme une alternative entre les pôles droit et gauche. Daniel Oswald et Christa Meier portaient favoris grâce à un électorat fort. Le PLR a affiché son soutien pour le seul candidat bourgeois. Le PDC, quant à lui, n'a donné aucune consigne.

Avec une participation de 42.9% et une majorité absolue fixée à 13'268 voix, Daniel Oswald arrive en tête avec 7'451 suffrages. Il est suivi par Christa Meier (6'209 voix), Jürg Altwegg (5'336), Michael Zeugin (4'500) et finalement Barbara Huizinga-Kauer (2'127). Pour contrer l'ascension bourgeoise, le PS et le PEV abandonnent la course afin de mettre toutes les chances du côté des verts. Le PLR, le PDC et le PBD recommandent Daniel Oswald. Les Vert'libéraux laissent le choix libre.

Lors du second tour, avec une participation de 35.9%, Jürg Altwegg l'emporte largement avec 14'257 voix contre 8'624 suffrages pour Daniel Oswald. Ainsi, le siège vert est maintenu.⁷⁸

WAHLENDATUM: 26.11.2017
DIANE PORCELLANA

En mai 2017, Nino Cozzio (SG, pdc) annonçait sa **démission de l'exécutif de la ville de St-Gall** en raison de son cancer. Pour lui succéder, cinq personnes se sont lancées dans la course, à savoir Boris Tschirky (pdc), Sonja Lüthi (pvl), Jürg Brunner (udc), Ingrid Jacober (verts) et Andri Bösch (juso). Le budget de campagne du candidat PDC avoisinait 50'000 CHF, alors qu'Andri Bösch n'avait prévu que 1'500 CHF et ne pouvait pas compter sur la recommandation du PS.

Lors du premier tour, le 24 septembre 2017, avec une participation de 46%, personne n'a atteint la majorité absolue fixée à 9'976 suffrages. Boris Tschirky arrive en tête avec 6'872 voix, suivi de Sonja Lüthi (5'844 suffrages), Jürg Brunner (3'133 voix), Andri Bösch (2'255 voix) et Ingrid Jacober (1'769 voix).

Pour le deuxième tour, le démocrate-suisse Roland Uhler s'est présenté, sans réelle chance de se faire élire. Le PLR a affiché à nouveau son soutien pour le candidat PDC. Il souhaitait barrer la route à Sonja Lüthi pour maintenir un second siège bourgeois à

l'exécutif de la ville. En se distançant de la position de son parti, l'ancien candidat Jürg Brunner supportait Sonja Lüthi. Il accusait Boris Tschirky de faire preuve d'opportunisme. La vert'libérale pouvait également compter sur les voix du PS ainsi que sur l'appui des associations de la nature. Avec une participation plus faible qu'au premier tour, à 40.3%, Sonja Lüthi l'emporte avec 10'096 voix. Son principal adversaire totalise 6'966 suffrages et Roland Uhler 668 voix. Par conséquent, l'exécutif de la ville prend un virage à gauche et le PDC n'est, pour la première fois depuis 100 ans, plus représenté.⁷⁹

WAHLEN
DATUM: 07.07.2019
ELIA HEER

Anfangs April 2019 gab die Winterthurer Finanz-Stadträtin Yvonne Beutler (sp) überraschend ihren Rücktritt bekannt – nur rund ein Jahr nach ihrer von den Medien damals als «glanzvoll» bezeichneten Wiederwahl bei den Stadtratswahlen von 2018, als sie mit Abstand am meisten Stimmen geholt hatte. Beutler begründete ihren Entscheid damit, dass sie eine «neue berufliche Herausforderung» annehmen wolle.

Die **Ersatzwahl** für Beutlers freigewordenen Sitz in der **Winterthurer Stadtregierung** wurde von der Stadt auf den 7. Juli 2019 gelegt. Die SP portierte den 40-jährigen Kaspar Bopp (ZH, sp). Bopp hatte sich 2016 nach vier Jahren im Stadtparlament vorläufig aus der Politik zurückgezogen. Herausgefordert wurde Bopp von der Grünliberalen Annetta Steiner (ZH, glp), welche seit neun Jahren im Stadtparlament politisierte. Bopp und Steiner blieben die einzigen Kandidierenden, denn für die SVP, welche nur ein Jahr zuvor ihren Regierungssitz verloren hatte, meldete sich keine Kandidatin und kein Kandidat und die Partei beschloss stattdessen Stimmfreigabe. Die FDP stellte ebenfalls keine Kandidatur, entschied aber, eine offizielle Wahlempfehlung für Steiner abzugeben.

Für einiges Aufsehen im Wahlkampf sorgte die Wahlempfehlung des VCS, welcher, getreu seinen eigenen Regeln, das kantonale VCS-Vorstandsmitglied Steiner zur Wahl empfahl, was viele Personen aus dem links-grünen Lager empörte.

Insgesamt schienen die beiden Kandidierenden in vielen Positionen übereinzustimmen. Differenzen gab es aber beispielsweise bei der Finanzpolitik oder der Altersvorsorge.

Das Resultat am Wahlsonntag fiel relativ deutlich aus. Kaspar Bopp holte 9'993 Stimmen und übertraf damit das absolute Mehr von 9'131 Stimmen bereits im ersten Wahlgang. Steiner holte 7'335 Stimmen und musste sich geschlagen geben. Die Stimmbeteiligung betrug 27.7 Prozent. Bopp trat im November 2019 den Posten als Finanzvorsteher an.⁸⁰

Eidgenössische Wahlen

WAHLEN
DATUM: 20.10.1991
MATTHIAS RINDERKNECHT

Der Ausgang der Wahlen stimmte in dem Sinne mit den Prognosen überein, als die FDP und die CVP Verluste an Wähleranteilen hinnehmen mussten, wobei allerdings die hohe Anzahl an verlorenen Sitzen die Erwartungen übertraf. Die Erosion der Zentrumsparteien sowie das **Erstarken der populistischen Kräfte am rechten Rand des politischen Spektrums** überraschten zum Teil durch ihr Ausmass. Entgegen den Prognosen und eher enttäuschend aufgrund der eigenen Erwartungen stagnierte die SP um die 18,5%. Der 1987 festgestellte Trend weg von den Regierungsparteien hielt weiter an, allerdings nicht zugunsten von grünen Gruppierungen, sondern eher in Richtung von populistischen Protestgruppen und rechtsnationalistischen Parteien. Die Frauenvertretung konnte von 29 auf 35 verbessert werden (am Ende der Legislaturperiode sassen 32 Frauen im Nationalrat); ihr Anteil erhöhte sich somit seit den letzten Wahlen von 14,5% auf 17,5%.

BERICHT
DATUM: 13.11.1991
MATTHIAS RINDERKNECHT

Von den **2561 Personen** (ohne Majorzkantone, davon 814 allein im Kanton Zürich), die für den Nationalrat kandidierten, waren auf 248 (1987: 222) Listen **834 Frauen**; gegenüber dem Wahljahr 1987 erhöhte sich der Frauenanteil von 29,4% auf 32,2%.

Frauenkandidaturen kamen im linken und grünen Spektrum häufiger vor als im bürgerlichen. Bei der Grünen Partei betrug der Anteil der Frauen 51% und bei der SP 45%. Im bürgerlichen Lager erreichte der Frauenanteil bei der CVP 28%, bei der FDP 27% und bei der SVP 17%. Die Auto-Partei brachte es auf einen Anteil von 8% Frauenkandidaturen. Reine Frauenlisten gab es in sieben Kantonen, wovon vier auf die SP (ZH, BE, FR, GE) entfielen und je eine auf die FDP (SO), das Grüne Bündnis (SG), die Liste "Frauen macht Politik (FraP)" (ZH) und die SD (BL). Von den am Ende der Legislaturperiode amtierenden 32 Nationalrätinnen stellten sich 28 zur Wiederwahl; für

den Ständerat waren es vier von fünf Bisherigen.⁸¹

WAHLEN

DATUM: 10.11.2019
MATHIAS BUCHWALDER

Pour représenter le **canton de Fribourg** au **Conseil des États**, une candidate et neuf candidats se sont lancés dans la course lors des **élections fédérales de 2019**. Christian Levrat (ps), président du parti socialiste suisse et élu à Berne depuis 2003, brigait un troisième mandat à la chambre haute, alors que son collègue Beat Vonlanthen (pdc) visait une deuxième législature – lui qui avait succédé à Urs Schwaller (pdc) en 2015 – après douze années au gouvernement cantonal. Afin de mettre à mal le tandem PS-PDC, le PLR fribourgeois, qui n'avait, dans son histoire, placé que des hommes à des postes clé, a semblé avoir déniché la perle rare en la personne de Johanna Gapany (plr). La conseillère communale bulloise et députée au Grand Conseil a grillé la politesse au conseiller national Jacques Bourgeois (plr), qui s'était mis à disposition de son parti en cas de besoin. Candidat à la chambre haute en 2015, le directeur de l'Union suisse des paysans (USP) avait échoué face à Levrat et Vonlanthen. Le défi était donc de taille pour Gapany, qui jouait les cartes de la jeunesse – elle est âgée de 30 ans – et de la féminité, des atouts dans cette année marquée par la grève des femmes et les grèves du climat. L'UDC Pierre-André Page, candidat à sa réélection au Conseil national, est également parti à l'assaut d'un siège de sénateur, alors que de l'autre côté de l'échiquier politique, les Vert.e.s ont misé sur Gerhard Andrey, qui brigait lui aussi un siège au national. Le président du PBD fribourgeois Anthony Jaria, le Vert'libéral Ralph Alexander Schmid et Claudio Rugo, du parti des artistes, figuraient eux aussi parmi les candidats. Enfin, le singinois Ruedi Raemy et le sarinois Flavio Guido ont visé une élection avec la liste «Démocratie directe, spiritualités et nature», en portant l'idée d'instaurer une micro-taxe sur les transactions bancaires en lieu et place des impôts traditionnels.

Lors du premier tour le 20 octobre, Christian Levrat a terminé largement en tête avec 36'958 suffrages, pas loin de la majorité absolue de 42'998 suffrages, pour une participation qui s'est montée à 42.87 pour cent. Concernant le deuxième siège, la donne était différente: Beat Vonlanthen (23'316 voix) ne semblait pas hors de portée de ses poursuivants.e.s Johanna Gapany (19'534 voix) et Pierre-André Page (18'497 voix). Gerhard Andrey a récolté 16'171 votes, alors que les autres candidats ont terminé nettement plus loin.

Élu au Conseil national, le candidat vert n'est pas reparti dans la bataille pour le deuxième tour. Quelques jours plus tard, l'UDC a annoncé que Pierre-André Page se retirait également de la course, ayant déjà assuré sa réélection à la chambre du peuple. C'est ainsi un match à trois qui s'est profilé en vue du second tour. Christian Levrat, dont le journal *La Liberté* a loué la capacité à faire passer les intérêts du canton avant ceux de son parti, partait cependant avec une bonne longueur d'avance, et c'était le siège de Beat Vonlanthen qui attisait l'appétit du PLR et de Johanna Gapany. La bulloise n'a cependant pas attaqué ouvertement celui-ci et a justifié sa candidature au second tour «par la volonté d'offrir un choix» aux fribourgeoises et fribourgeois. Le sénateur singinois, à qui était reproché le cumul de nombreux mandats extra-parlementaires, se retrouvait sous pression, souffrant notamment d'un manque de visibilité dans la partie francophone du canton, alors que le journal *Le Temps* soulignait que Johanna Gapany menait «une campagne moderne, visible et dynamique, la meilleure des dix candidats au premier tour». Le duo de sortants s'est néanmoins mutuellement soutenu en mettant en avant la bonne collaboration existante pour la défense des intérêts du canton. Interrogé par *la Liberté*, Christian Levrat a insisté sur l'importance d'avoir un réseau et de l'influence au sein de la Berne fédérale. A contrario, Johanna Gapany a considéré sa jeunesse comme un atout pour faire avancer des dossiers tels que l'AVS et l'environnement, qui concernent particulièrement les jeunes générations, et dépasser les blocages existants au sein de l'Assemblée fédérale. Membre de la Commission de l'environnement, de l'aménagement du territoire et de l'énergie (CEATE-CE), Beat Vonlanthen a souligné sa participation active dans l'élaboration de la loi sur le CO2 pour démontrer que les jeunes ne sont pas les seul.e.s qui se soucient de l'avenir. Si l'élection promettait d'être serrée, la participation probablement plus faible qu'au premier tour allait profiter à Vonlanthen, d'après *la Liberté*, qui soulignait que le démocrate-chrétien pouvait s'attendre à bénéficier du vote en bloc de la minorité germanophone.

Le 10 novembre, Johanna Gapany a pourtant déjoué les pronostics en délogeant Beat Vonlanthen de son siège avec une avance de 138 voix. La libérale-radical a en effet récolté 31'129 suffrages (42.3%), contre 30'991 pour son rival (42.1%). Elle s'est ainsi offert une place à Berne aux côtés de Christian Levrat, qui a terminé en tête avec 38'372 voix (52.1%). Avec cette élection, chaque canton romand sera représenté par un duo homme-femme à la chambre haute lors de la prochaine législature. En outre, un

problème informatique a terni quelque peu l'annonce des résultats. Envisageant d'abord la possibilité de demander un recomptage des voix, le PDC a finalement renoncé à déposer un recours. Les médias ont cependant relevé que ce problème faisait tache pour l'image du canton, en particulier lors d'une élection si serrée, et n'était pas à même de contribuer à redonner une confiance dans les institutions à la population; une population qui ne s'est pas déplacée en masse pour voter lors de ce second tour, avec une participation en berne, à hauteur de 37.1 pour cent.⁸²

Ständeratsersatzwahlen

WAHLEN
DATUM: 18.12.1994
EVA MÜLLER

In Zug erreichte beim ersten Wahlgang für den Ständerat keiner der sieben Kandidaten, davon vier Frauen, das absolute Mehr. Der Bisherige **Andreas Iten** (fdp) verpasste die Wahl allerdings nur um 94 Stimmen. Die offizielle CVP-Kandidatin Martha Hitz-Würms erreichte den dritten Platz hinter dem auf einer bürgerlichen Liste "wild" kandidierenden Urs B. Wyss (cvp). Für den zweiten Wahlgang wechselte die CVP deshalb das Zugpferd und setzte auf **Peter Bieri**. Der Wechsel wurde von gewissen Kreisen kritisiert, machte sich für die CVP aber bezahlt: Peter Bieri, der die Nachfolge von Markus Kündig antritt, erzielte das zweitbeste Resultat hinter dem klar Bestplatzierten Andreas Iten. Wyss scheiterte relativ knapp.⁸³

WAHLEN
DATUM: 18.12.1994
EVA MÜLLER

Der in die jurassische Regierung gewählte Jean-François Roth (cvp) musste seinen Sitz im Ständerat aufgrund kantonaler Bestimmungen aufgeben. Ständerat Michel Flückiger (fdp) trat zurück. Da der Jura – als einziger Kanton – den **Ständerat im Proporzverfahren wählt, rutschten die Zweitplatzierten nach**: Roth wurde durch die Christlichdemokratin **Marie-Madeleine Prongué** ersetzt, die damit die fünfte Ständerätin wurde. Den Sitz von Michel Flückiger übernahm **Nicolas Carnat** (fdp).⁸⁴

-
- 1) Elections cantonales et communales 2016
 - 2) Elections communales et cantonales 2017
 - 3) Elections cantonales et communales 2018
 - 4) 24 Heures, 25.2., 5.3. und 6.3.90; L'Hebdo, 1.3. und 8.3.90.
 - 5) LNN und Vat., 2.4.90.
 - 6) LNN und Vat., 2.4.90.
 - 7) Bund, BZ, 30.4. und 1.5.90; Wahljournal der BZ vom 17.4.90.
 - 8) SGT, 7.5.90; NZZ, 3.5. und 8.5.90; TA, 8.5.90.; Wettstein (1990). Der lange Weg des Frauenstimmrechts im Kanton Appenzell Ausserrhodens (2. Auflage)
 - 9) Presse vom 30.4.90.
 - 10) Vat., 12.6.90; NZZ, 9.6. und 15.6.90; Büz, 7.6.90.
 - 11) Dém., 24 Heures und Suisse, 22.10.90; VO, 25.10.90.
 - 12) Bresche, 1990, Nr. 11.; LNN, Vat. und NZZ 12.11.90. NZZ und Vat., 7.11.90.
 - 13) BaZ, 13.2. und 26.3.91.
 - 14) Kanton Zürich (1991): Ergebnisse der Erneuerungswahl von 180 Mitgliedern des Kantonsrates für die Amtsdauer 1991-1995. ; NZZ vom 2.2., 9.3., 8.4. und 9.4.91; TA, 15.3., 8.4., 9.4.91.
 - 15) Presse vom 16. und 17.4.91; CdT, 20.3. und 15.4.91; LNN, 10.4.91; TW, 3.4.91; Ww, 31.1.91.
 - 16) LNN, 21.3. und 23.4.91; NZZ, 11.4. und 23.4.91.
 - 17) Büz, 1.5.-3.5. und 6.5.91; NZZ, 3.5.91.
 - 18) Bund, 6.5.91.
 - 19) Presse vom 19. und 20.11.91; Lib., 15.11.91.
 - 20) Christdemokratische Volkspartei des Kantons St. Gallen (1992): Bericht der Kommission (für die Wahl- und Parteianalyse der CVP des Kantons St. Gallen vom 30. Juni 1992.); Presse vom 21.1.92; SGT und TA, 13.1.92; TA, 15.1.92.
 - 21) Presse vom 21.1.92; BaZ, 6.1., 13.1., 16.1. und 16.4.92.
 - 22) Presse vom 7.4.92; TA, 19.3.92; NZZ, 27.3.92.
 - 23) Presse vom 7.4.92; TA, 25.3.92; LNN, 30.3.92.
 - 24) Presse vom 7.4.92; TA, 23.3.92; LNN, 28.3.92.
 - 25) NZZ, 24.11.92; SN, 4.11.92.
 - 26) Presse vom 8.3. und 9.3.93; AT, 7.1., 12.1., 15.1., 19.1. und 25.2.93; TA, 19.1.93; LNN, 4.3.93.
 - 27) Presse vom 8.3. und 9.3.93; NF, 16.2., 18.2. und 19.2.93.
 - 28) Presse vom 29.3.93; BaZ, 3.3.93; SZ, 10.3. und 25.3.93; LNN und NZZ, 25.3.93.
 - 29) Presse vom 19.4. und 20.4.93; Express, 9.3., 27.3. und 29.3.-3.4.93; Suisse, 14.4.93; LNN, 15.4.93.
 - 30) NZZ, 3.5.93.
 - 31) NZZ und SGT, 3.5.93 und 7.6.93; NZZ und SGT, 29.4.93.
 - 32) DP, 1.7.93; Suisse, 19.8. und 3.9.93; L'Hebdo, 26.8. und 14.10.93; TG, 2.9.93; WoZ, 10.9.93.
 - 33) Presse vom 18.10.93; JdG, 8.10.93; NZZ, 11.10.93.
 - 34) Presse vom 8.3.1994.
 - 35) Presse vom 13.4.1994.
 - 36) Presse vom 28.3.94.
 - 37) Presse vom 28.3.1994.
 - 38) Presse vom 18.4. und 19.4.94; Beilage "Bern hat gewählt" in Bund, 19.4.94.
 - 39) Presse vom 2.5.94.
 - 40) Presse vom 30.5.94.
 - 41) Presse vom 25.10.1994.
 - 42) Presse vom 14.11.1994.
 - 43) LZ Online, 10.2.19; Wahlen Kantonsrat (offizielle Seite Kanton ZG); ZGZ, 26.6., 9.8., 11.8., 13.8., 16.8., 30.8., 8.9., 18.9.18; NZZ, 27.9.18; LZ, NZZ, ZGZ, 8.10.18; ZGZ, 11.2.19
 - 44) Presse vom 20.1., 21.1. und 17.2.92; TA, 13.1.92; Ww, 23.1.92; BaZ, 28.2.92.

- 45) Presse vom 17.2.92; TA, 3.2.92; SGT, 18.3.92.
46) Presse vom 17.2.92; SGT, 12.2.92.
47) NZZ, 31.8.92; SN, 8.8., 22.8. und 25.8.92.
48) AT, 7.12. und 21.12.92; LNN, 27.11.92; NZZ, 18.12.92; TA, 19.1.93.
49) Presse vom 18.4.1994.
50) Presse vom 25.4.1994.
51) NZZ, 25.4.94.
52) Presse vom 24.10. und 7.11.1994.
53) Presse vom 14.11.94.
54) Presse vom 27.4.92.
55) Presse vom 18.5.92; BT, 7.3.92; Bund, 28.4.92.
56) Presse vom 14.6. und 28.6.93.
57) Presse vom 28.3.94.
58) Presse vom 25.3.91; JdG, 6.2. und 26.3.91.
59) Presse vom 3.6.91; LNN, 16.4.91; Ww, 9.5.91.
60) Presse vom 7.9. und 8.9.92; SGT, 16.7.92.
61) Presse vom 7.12.92; BZ, 22.9., 26.11.92 und 12.1.93; NZZ, 4.12.92.; Seitz (1993): Die Stadtrats- und Gemeindevahlen in der Stadt Bern von 1992. Analyse und Überlegungen zum Wahlsieg der Rot-Grün-Mitte-Parteien.
62) Presse vom 1.11. und 2.11.93; 24 Heures, 14.9.93; NQ und JdG, 23.9.93; DP, 14.10.93; NZZ, 26.10.93; L'Hebdo, 28.10.93.
63) Presse vom 7.3. und 8.3.94.23
64) Presse vom 7.3. und 8.3.94; NZZ, 17.2.92, 7.1. und 11.2.94; WoZ extra, 18.2.94; LNN, 13.1., 22.1. und 26.2.94; SGT, 7.3.94.
65) Presse vom 3.5.93; Presse vom 27.1.93; BZ, 9.3.93; Ww, 18.3.93.
66) 24h und LT, 21.1.-25.3.00; NZZ, 7.3.00; TA, 8.3. und 25.3.00; Presse vom 13.3.00; Presse vom 27.3.00.
67) TA, 5.1.-20.2.01 und 15.3.-24.3.01; NZZ, 12.1.-24.1.01 und 21.3.01; Presse vom 5.3.01; Presse vom 2.4.01; NZZ und TA, 22.9.01; NZZ und TA, 1.10. und 2.10.01; NZZ und TA, 31.10.01; NZZ und TA, 22.11.01
68) TA, 12.-15.4., 28.4., 7.5., 23.5., 9.6. und 23.6.05; NZZ und TA, 6.6.05; NZZ und TA, 11.7.05.
69) SGT, 21.6.-16.9.06; SGT, 25.9.06.
70) Wahlen vom 1.6.08; Presse vom 2.6.08. Wahlkampf: TA, 1.3., 15.3., 22.3., 5.4., 9.4. und 10.4.08; NZZ, 3.3., 11.-12.3., 1.-2.4., 16.-17.4. und 6.5.08.
71) Bund, 3.1.09; TA, 7.1. und 12.1.09; NZZ, 7.1.09; AZ, 20.1.09; LT, 2.2.09; NLZ, 6.2.09; Presse vom 9.2.09; NZZ, 10.2.09; TA, 13.2.09; Presse vom 30.3.09; TA, 9.6.09
72) Bund und BZ, 17.7., 10.9. und 16.10.10; Bund und BZ, 29.11.10; Bund und BZ, 30.11.; und 1.12.10; Bund und BZ, 20.12.10; Bund und BZ, 27.9.10
73) Bund, 27.1.11; AZ, 28.1.11.
74) TA, 14.3., 17.3., 21.3., 3.4. und 30.5.12; TA, 18.6.12; TA, 19.6. und 20.6.12; TA, 27.6.12
75) LT, 20.6.12; TG, 22.6., 13.7., 18.7., 14.8., 16.8. und 17.8.12; LT, 18.8. und 18.9.12; TG, 31.10.12; Presse vom 5.11.12
76) Presse vom 4.3.13; NZZ, 5.1. und 9.1.13; TA, 16.1.13; NZZ und TA, 18.1. und 23.1.13; NZZ, 31.1. und 12.2.13; NZZ und TA, 16.2.13; NZZ, 17.2.13; Presse vom 22.4.13; NZZ, 24.4.13; WW, 25.4.13; NZZS und So-Bli, 28.4.13; NZZ, 29.4., 16.5., 17.5., 4.6., 5.6., 7.6., 11.9. und 11.11.13; TA, 2.12.13; NZZ, 5.3., 6.3., 11.3., 12.3., 16.3., 30.3., 5.4., 6.4. und 12.4.13.
77) SGT, 12.6., 15.6., 24.6., 3.7., 22.8., 22.11.14; SGT, 1.12.14
78) Résultats 1er tour; Résultats 2nd tour; TA, 2.11., 9.11.16, 3.2., 13.2., 15.2., 17.2., 25.3., 3.4.17
79) SGT, 19.12.16, 4.5., 28.6., 14.8., 19.8., 22.8., 24.8., 25.8., 26.8., 30.8., 2.9., 16.9., 19.9., 25.9., 26.9., 2.10., 24.10., 26.10., 2.11., 14.11., 16.11., 20.11.17; NZZ, SGT, 27.11.17
80) TA, 4.4.19; NZZ, 2.7., 8.7.19
81) BBl, 1991, S. 671 ff.; TA, 11.10.91; SGB-Pressedienst, Nr. 26, 29.8.91 und Nr. 27, 19.9.91. Vgl. auch Broschüre Frauen sind mehr als die bessere Hälfte, hg. von der Frauenzentrale des Kantons Bern, September 1991.
82) Lib, 16.1., 17.1., 19.9., 23.9., 24.9., 26.9., 27.9., 30.9., 1.10., 2.10., 3.10., 4.10.19; Lib, 18.10.19; LT, 24.10.19; Lib, 30.10., 31.10.19; LT, Lib, 2.11.19; Lib, 4.11.19; Lib, 5.11.19; Lib, 6.11., 7.11., 11.11.19; LT, Lib, TG, 12.11.19; LT, 29.11.19
83) Presse vom 14.11. und 19.12.94.
84) Bund, 19.12.94.